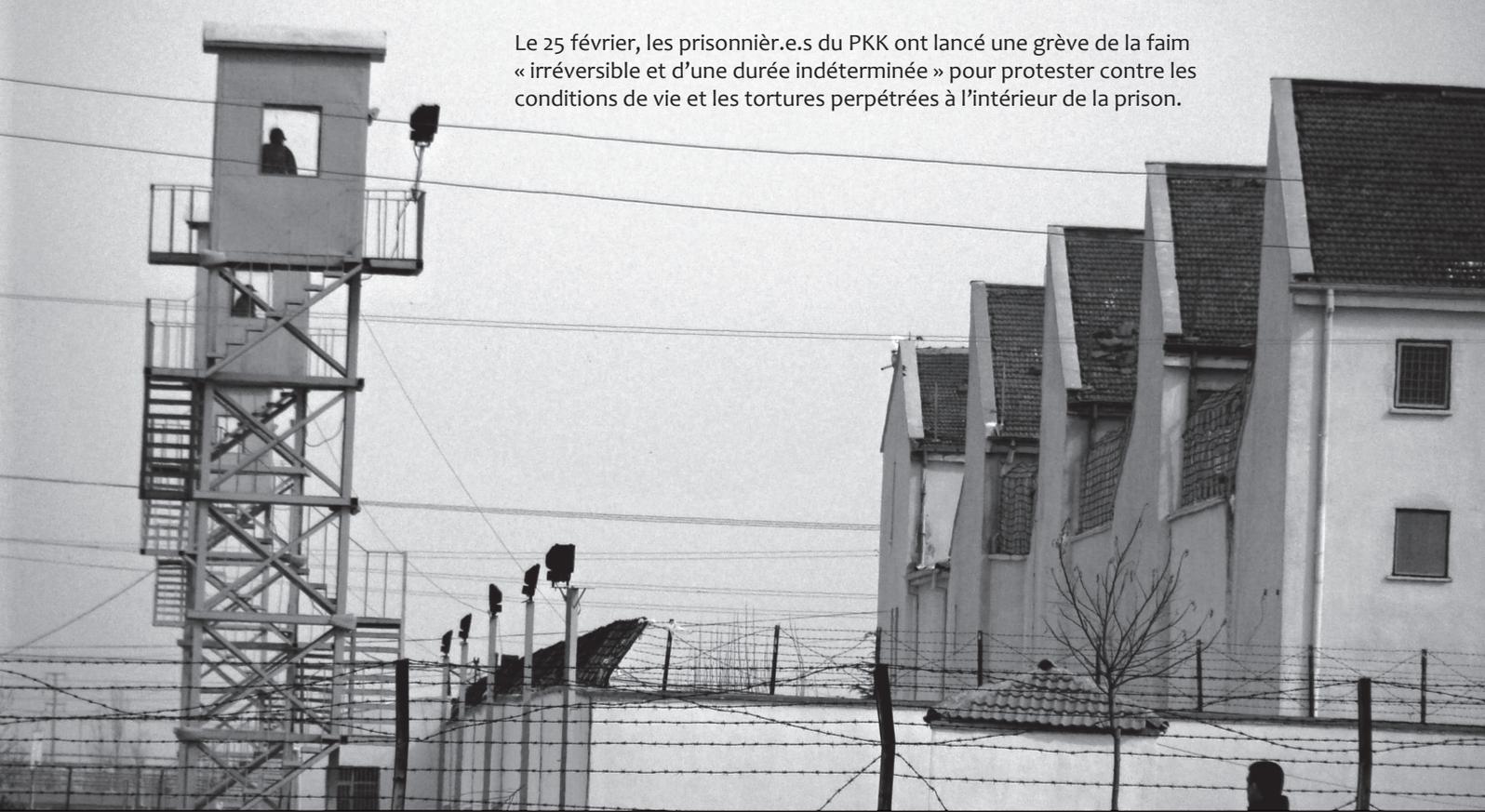


Le 25 février, les prisonnier.e.s du PKK ont lancé une grève de la faim « irréversible et d'une durée indéterminée » pour protester contre les conditions de vie et les tortures perpétrées à l'intérieur de la prison.



mêrhâbâ hevâlîñö

nouvelles du
kurdistan



MENSUEL N°13
19 MARS 2017
PRIX LIBRE

LA SALE GUERRE CONTINUE AU BAKÛR : LA SITUATION À XERABÊ BAVA ET TALATÊ

Des sous-sols de Cizre aux quartiers de Sur, de Nusaybin à Hasaké, l'État turc n'a cessé de commettre les pires exactions contre les populations vivant dans ces zones désormais militarisées et, pour certaines, complètement détruites. Depuis le 11 février, l'armée turque a imposé de nouveaux couvre-feux dans la zone de Omeryan. Située dans le district de Nusaybin, Omeryan est connu comme étant un « épïcêtre » du mouvement kurde en Turquie. Lors des affrontements entre le PKK et l'armée turque dans les années 1990, de très nombreux villages y ont été brûlés, et des milliers d'habitant.e.s ont été tué.e.s et obligé.e.s de fuir. Comme on le voit dans ce texte, la situation d'aujourd'hui n'est pas si différente de celle d'il y a 15 ans.

♦♦♦ lire p. 3



Appel féministe à soutenir le non au référendum en Turquie p. 18

au sommaire :

- ♦ Agenda p. 2
- ♦ La sale guerre continue au Bakûr p. 3
- ♦ Au Kurdistan, la loi du silence p. 5
- ♦ Le modèle alternatif du Rojava p. 8
- ♦ Karayilan : « Si la Turquie nous attaque, elle aura ce qu'elle mérite » p. 13
- ♦ Nouvelles attaques contre les yézidi.e.s, le PDK envahit le Shengal p. 16
- ♦ La Turquie coordonne des attaques génocidaires contre les Kurdes sur son territoire et à l'étranger p. 19

DÉMOCRATIE MODERNE VS CAPITALISME MODERNE : LE MODÈLE ALTERNATIF DU ROJAVA

Aujourd'hui, au XXI^{ème} siècle, nous vivons dans un monde où l'exploitation, l'oppression et les violations des droits humains de base sont en constante augmentation et sont en voie de légitimation. Comme résultat du capitalisme, les inégalités et les injustices ne prennent jamais fin au sein de la vie politique, économique et sociale. Certains diront que c'est le système capitalo-impérialiste, ainsi que les problèmes de nationalisme, de racisme, de militarisme, d'étatisme et de sexisme qui vont avec, qui ont plongé la société dans le chaos. Ce système hégémonique se nourrit des guerres qu'il crée, il détruit la nature,

♦♦♦ suite p.8

Pour toutes infos, commentaires ou suggestions :

actukurdistan@riseup.net

AGENDA



♦ **mardi 21 mars à 19h — Lyon — Place Bellecour**
Marche aux Flambeaux pour la fête du Newroz.

♦ **du 23 mars au 2 avril — Paris**
Le festival des cinémas de Turquie (cinémas le Louxor et le Brady).

♦ **dimanche 2 avril à 19h30 — Paris — 39 bvd de Strasbourg, 10^{ème} arrdt**
Projection d'« *Une autre montagne* », un nouveau documentaire sur les femmes qui luttèrent dans les années 80 au Kurdistan. Au théâtre le Brady.

♦ **mercredi 5 avril à 19h30 — Villefranche — La Ruche, 19 rue de Prony**
Retour d'une délégation pour le Newroz de Diyarbakir : diaporama, témoignage, bouffe...

♦ **vendredi 7 avril — Tarnac (Creuse)**
Rencontres et discussion autour de la situation au Kurdistan.

OÙ TROUVER MERHABA HEVALNO

MARSEILLE :
Manifesten — 59, rue Thiers 13001 Marseille

LYON :
Librairie La Plume Noire — 8 rue Diderot 69001 Lyon
Librairie La Gryffe — 5 Rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon
Association Culturelle Mésopotamie Lyon — 11 rue Mazagran 69007 Lyon
Restaurant Üsküdar — 26 rue de Marseille, La Guillotière 69007 Lyon

TOULOUSE :
Librairie Terra Nova — 18 Rue Léon Gambetta, 31000 Toulouse
La table de presse qui se dresse le lundi soir à la "Chapelle"

PLUS D'INFOS SUR INTERNET

Visitez les sites KEDISTAN.FR, NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG, SUSAM-SOKAK.FR, SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG, TWITTER.COM/INFO_ROJAVA, etc...

Et aussi en anglais...

KURDISHQUESTION.COM, ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM, DIHABER.ORG/EN, GAZETESUJIN.COM/EN, ANFENGLISH.COM, EN.HAWARNEWS.COM, etc...

Pour nous contacter : actukurdistan@riseup.net

Téléchargez le pdf du numéro sur :
Kedistan.net ou Nevarneyok.noblogs.org



LA SALE GUERRE CONTINUE AU BAKÛR LA SITUATION À XERABÊ ET TALATÊ

Dans les deux premiers numéros de ce mensuel, nous avons beaucoup écrit sur les massacres des civil.e.s au Bakûr.

Malgré le fait que nous ayons, depuis, choisi de prioriser des entretiens et des textes d'analyse, nous n'avons cessé de publier des brèves sur les «couvre-feux» imposés par l'État turc dans les villes et villages kurdes. Des sous-sols de Cizre aux quartiers de Sur, de Nusaybin à Hasaké, l'État turc n'a cessé de commettre les pires exactions contre les populations vivant dans ces zones désormais militarisées et, pour certaines, complètement détruites. Depuis le 11 février, l'armée turque a imposé de nouveaux couvre-feux dans la zone de Omeryan. Située dans le district de Nusaybin, Omeryan est connu comme étant un « épïcentre » du mouvement kurde en Turquie. Lors des affrontements entre le PKK et l'armée turque dans les années 1990, de très nombreux villages y ont été brûlés, et des milliers d'habitant.e.s ont été tué.e.s et obligé.e.s de fuir. Comme on le voit dans ce texte, la situation d'aujourd'hui n'est pas si différente de celle d'il y a 15 ans. Ce texte a été rédigé à partir de brèves publiées sur les sites ANF news et Gazetesujin, ainsi qu'un texte publié sur ANF et intitulé « *Que se passe-t-il à Xerabê Bava et Talatê ?* »

UNE FORTERESSE DE LA RÉSISTANCE À MARDIN : OMERYAN

La zone d'Omeryan comprend 90 villages et figure historiquement parmi les premiers lieux où le mouvement de libération kurde a réussi à s'enraciner ; il s'agit aussi de la région où des partis politiques issus de ce même mouvement ont reçu le plus de votes lors des élections. Cette zone fut la première cible de la nouvelle vague d'attaques lancées par l'État turc, qui a commencé à y mettre en place un blocus dès le 11 février, suite à la déclaration par le gouvernorat de Mardin concernant les nouveaux couvre-feux dans les villages de İlkadım, Yavruköy, Büyükkardeş, Küçükkardeş, Akarsu and Xerabê Bava.

Au moment de l'édition de cette revue, c'est ce dernier village, Xerabê Bava, et les massacres qui y ont eu lieu, qui ont fait le plus de bruit, du moins sur internet. Le 11 février, des centaines de soldats des forces spéciales turques y ont été transportées par hélicoptère, pendant que les véhicules blindés bloquaient les routes. Dès les premiers jours des attaques, les forces étatiques ont rassemblé les hommes sur la place du village, torturant et détenant plusieurs dizaines d'entre eux. Rien que pendant la première semaine des

attaques, environ 40 personnes ont été arrêtées et 2 portées disparues. Malgré les tentatives de la part de l'état turc de cacher ses pratiques de tortures, les images des graves blessures de Abdi Aykut, habitant de 60 ans, ont pu circuler sur les réseaux sociaux pendant son court séjour à l'hôpital : effectivement, après avoir subi la torture lors de sa garde-à-voir et avant d'être soigné à l'hôpital, Abdi Aykut a été ramené au commissariat, accusé d'appartenir à un mouvement terroriste. Son dossier d'hospitalisation ayant été effacé, personne n'a de ses nouvelles depuis au moins le 22 février ; dans un entretien avec sa compagne Vetha Aykut publié sur ANF news, cette dernière dit avoir perdu toute trace de son mari, et qu'elle a peur qu'il ait été exécuté par la police. Des habitant.e.s ont aussi perdu toute trace de Süleyman Yakut et Mehmet Bal, deux habitants arrêtés après avoir subi la torture sur la place du village.

Il est difficile de savoir combien d'habitant.e.s sont encore présent.e.s dans le village. Ce qui est sûr, c'est que ceux et celles qui y restent subissent des pénuries de nourriture et d'eau, que de nombreux troupeaux ont été massacrés par les soldats et beaucoup de maisons ont été brûlées. Selon certaines sources non-confirmées, tout.e.s les habitant.e.s

demeurant dans le village sont désormais entassés.e.s dans une seule maison. Un bon nombre de maisons restantes sont désormais occupées par les soldats ; dans un article publié par l'agence de presse Gazetesujin, Necal Doğan, habitante de Xerabê Bava forcée de quitter sa maison, a déclaré que : « Des soldats vivent dans une des chambres de ma maison, et deux de mes filles restent dans l'autre. » Beaucoup de femmes affirment avoir subi des fouilles à nu. D'autres témoins affirment avoir été forcé.e.s de signer un document dont le contenu reste très flou.

Le 18 février, une délégation de représentant.e.s du HDP, DBP, DTK et des Mères pour la Paix a été arrêtée lorsqu'elle essayait de rejoindre le village assiégé. Lors de la troisième tentative d'accéder au village, Leyla Güven, coprésidente du DTK et membre de la délégation a déclaré : « Nous recevons de nombreux rapports parlant des mises à feu des maisons. Nous aimerions rappeler l'histoire de ce village : un couvre-feu y a été déclaré en 1995, de nombreuses maisons ont été détruites et des habitant.e.s n'ont pas pu y retourner pendant plusieurs années. Nous savons que Süleyman Soylu [NdT : actuel ministre de l'intérieur] est un étudiant de Mehmet Agar [NdT : ancien directeur de la police nationale lors des mises à feu des villages kurdes pendant les années 1990, ensuite ministre de la justice, toujours au parlement]. Agar donne les ordres, et Soylu les effectue. Mais Soylu devrait dire à Agar : "Vous avez tout essayé au Kurdistan, quoi que je fasse, ces gens là ne se mettront jamais à genoux." Personne ne peut nous faire courber l'échine. » Bloquée par l'armée turque, la délégation a mis en place une veillée à environ 15km de l'entrée du village.

TALATÊ

Le 21 février, 10 jours après le début des attaques contre Xerabê Bava, l'armée turque a envahi le village de Talatê, situé à 7km de ce premier. Nous avons peu de nouvelles sur la situation sur place : le 24 février, les forces étatiques y ont coupé l'électricité et l'eau, coupant ainsi quasi toutes formes de communication. Les attaques à l'artillerie lourde continuent, et de nombreuses maisons ont déjà été brûlées, alors que d'autres sont occupées par des soldats. Des engins de chantier ont aussi été vus en route vers le village, certainement pour raser des maisons et ouvrir des voies

d'accès pour l'armée. Dans un entretien publié sur ANF, un habitant affirme avoir subi la torture en détention après avoir été arrêté dans le village : il a également été témoin de la torture de trois autres habitants. La situation de ces derniers est complètement inconnue. Le 1er mars au matin, une énorme explosion a été entendue par des personnes vivant pas loin du village ; au moment de la rédaction, la source de cette explosion n'a pas été communiquée.

APPEL À SOLIDARITÉ

De nombreuses composantes du mouvement de libération kurde ont lancé des appels à solidarité au niveau national ainsi qu'international. Le HDP a lancé un appel au Réseau de Solidarité d'Amérique Latine ainsi qu'aux institutions politiques européennes, y compris le Parlement Européen, le Secrétariat Général et l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, le Haut Commissaire des Droits Humains des Nations Unies, entre autres. Voici des extraits des appels publiés par d'autres composantes de la lutte de libération kurde.

KCK (Union des communautés du Kurdistan) :

« Ce que le gouvernement AKP-MHP a fait au cours de ces deux dernières années n'a jamais été commis depuis le génocide de Dersim en 1938 : il considère tout.e.s les Kurdes comme étant ses ennemi.e.s et, par cette dernière atrocité, cherche à achever le génocide kurde [...] Tout.e.s les habitant.e.s du village sont en train de subir la torture et la cruauté. Les forces étatiques posent en photo avec les cadavres des personnes qu'elles viennent de tuer, tout comme elles l'ont fait pendant les années 1990 [...] Le colonialisme génocidaire sera battu définitivement et notre lutte pour la liberté vaincra. L'attaque contre Xerabê Bava et l'atrocité commise contre sa population réduira l'espérance de vie du colonialisme génocidaire : maintenant que celui-ci a occupé nos villes, notre peuple devrait transformer les quartiers et les rues en zones d'organisation et d'actions contre ces atrocités. »

KONGRA-GEL :

« Dans les années 1930, les massacres génocidaires de l'état turc contre le peuple kurde ont été perpétrés de manière déguisée et non-identifiée. Il ne

leur est plus possible de faire la même chose aujourd'hui. Malgré tous les efforts des médias classiques, la barbarie qui y a lieu est transmise au public [...] Rien ne se passera dans l'anonymat, chaque massacre sera vengé. »

KNK (Congrès National du Kurdistan) :

« Depuis maintenant un an, de nombreuses villes kurdes comme, pour en citer quelques unes, Varto, Cizre, Sur, Silopi, Hezex, Nusaybin, Gever, Derik, Kerboran, Şirnak, Farqin, Bağlar, Bismil, Qoser, ont été détruites et des centaines de civil.e.s tué.e.s. Aujourd'hui, nous sommes témoins de la destruction de Xerabê Bava et de l'exécution de ses habitant.e.s. Nous appelons les institutions internationales et l'opinion publique à prendre des actions immédiates contre les atrocités commises au Kurdistan par l'État turc. »

Nous, en tant que rédacteurs et rédactrices de ce mensuel, tenons à continuer à répandre les informations et les appels à l'aide et à la solidarité de la part des habitant.e.s des villes et villages assiégés, ainsi que de la part des autres composantes du mouvement de libération kurde en Turquie. La transmission des voix, des témoignages et des cris des personnes sur place nous semble le moins qu'on puisse faire à une telle distance. Solidarité avec les habitant.e.s assiégés, courage et force.

Source :

Merhaba Hevalno





AU KURDISTAN, LA LOI DU SILENCE...

A l'entrée du village le minibus ralentit, s'arrête derrière de gros blocs de béton, devant un véhicule blindé. Un *check-point* comme il en existe des centaines au Kurdistan turc, où l'on vous demande vos papiers, AK-47 en bandoulière. Manœuvre ordinaire pour les gens du coin, qui ont pris l'habitude de prévoir ces désagréments comme on anticipe un embouteillage ailleurs. Mais on n'est pas ailleurs, et l'on me demande de descendre pour justifier ma présence dans cette région d'Erzurum, inhospitalière en hiver. Hakan, mon ami qui a grandi ici m'accompagne pour la traduction. Un des gendarmes dialogue au talkie-walkie, les yeux rivés sur ma carte d'identité. « *C'est un ami, il vient juste rendre visite à ma famille* » explique-t-il. L'argument n'enchant pas notre interlocuteur mais très vite, son attention se porte sur un autre passager, qui n'a pour pièce d'identité qu'une photocopie. Le gendarme me rend la mienne, nouveaux échanges radios, longues minutes qui s'éternisent, surtout pour la personne concernée. Le trio en charge du *check-point* ne semble rien avoir à lui reprocher, mais hésite à laisser partir. Le chauffeur ne dit rien, hormis un « *j'ai peur* » pour justifier son silence face à l'impatience des autres passagers. Le minibus finit par repartir, au complet.

La peur, un sentiment collectif dans ce grand village de plusieurs milliers d'habitants.

Pourtant, pas de soulèvement urbain à l'été 2015, seulement quelques manifestations de soutien sévèrement réprimées, avec quelques morts à la clef. Peuplée par une majorité de Kurdes alévis, la localité n'est pas épargnée par le pouvoir central. Démocratiquement élus en 2014, les co-maires du Parti Démocratique des Régions (DBP), émanation locale du HDP, ont été révoqués et incarcérés en novembre 2016, au nom de liens supposés avec le PKK, et un administrateur a été nommé. D'autres politiques locaux les avaient précédés sur le chemin menant derrière les barreaux, en 2015. L'un d'eux, évoquant dans la presse la collusion entre Daesh et le gouvernement turc, a écopé de 10 ans ferme, laissant derrière lui sa femme et ses trois enfants. Les bureaux du DBP sont aujourd'hui vides et vandalisés, plus personne n'ose s'y aventurer. En février, une dizaine d'habitants a été arrêtée pour « *propagande terroriste* » et/ou « *insulte au chef de l'Etat* » sur les réseaux sociaux... Difficile d'en savoir plus, la population s'inquiète à l'idée de discuter avec un étranger. Je les comprends, le passé et le dispositif sécuritaire sont lourds à supporter pour la bourgade, qui vit essentiellement du pastoralisme.

Les contrôles routiers sur les trois axes y menant sont quotidiens, tout comme les patrouilles de la gendarmerie et de l'armée qui ne

se montrent qu'avec leurs véhicules blindés, mitrailleurs aux tourelles. A leur passage, les gens détournent le regard, et l'on coupe la musique traditionnelle. Tout n'est que dissuasion. Le système de vidéosurveillance flambant neuf aurait de quoi faire pâlir d'envie la mairie de Nice... A 20 heures, les rues sont désertées, et Hakan me déconseille vivement d'y aller une fois la nuit tombée.

On part malgré tout à la rencontre d'un membre de la commission électorale du village.

Il évoque cette omerta qui lui pèse comme un fardeau : « *nombreux sont ceux qui ont des choses à dire mais ils ne veulent pas, de peur de perdre leur emploi, pour ceux employés par l'Etat, ou simplement à cause des pressions et menaces* ». Il y a quelques semaines, lui et d'autres sympathisants du DBP se sont réunis dans un appartement pour évoquer le référendum à venir. « *Très vite, l'entrée du bâtiment a été cernée par les forces de l'ordre... Avant, les gens se battaient presque pour participer à l'organisation des élections, mais aujourd'hui, on n'arrive plus à trouver de volontaires* » regrette-t-il. Il nous transmet le contact d'un journaliste, ainsi que celui d'un membre du DBP. Dans son bureau, celui-ci fait écho à notre précédent hôte. « *On sait qu'une écrasante majorité de la population ici rejettera le référendum, mais personne n'ose s'exprimer publiquement. Même partager une vidéo de Newroz ou d'autres festivités kurdes fait peur aux gens.* » Le centre culturel a, lui, été contraint de fermer à la fin de l'année dernière, et le journaliste local que l'on nous a mentionné est parti il y a peu, sans qu'il sache où, ni pourquoi.

Le sentiment d'abandon est palpable. Plus de politiques pour les représenter, une Europe au silence malsain, et des expatriés qui ne veulent plus revenir. Et une situation économique qui se détériore. Hakan m'explique : « *au moins 30% de la population d'ici vit à l'étranger. Les gens travaillaient un temps en Europe et revenaient souvent investir. Il y a quelques années, on a même connu l'inflation immobilière à cause de cet afflux d'argent. Aujourd'hui, c'est la déflation. Qui voudrait placer ces économies avec une telle situation ? Pour l'instant, il n'y a pas d'avenir ici.* » Un futur qui ne semble offrir que peu de choix à une jeunesse sous constante pression. « *Moi, je n'ai pas envie de partir, ce serait donner raison au gouvernement et à sa politique et surtout, c'est ma terre et je l'aime* » avance un jeune trentenaire. « *Mais rester ici c'est difficile avec toutes ces menaces, je comprends ceux qui choisissent l'exil, rejoignent l'Europe ou la guérilla.* » Histoire et quotidien ordinaires partagés par de trop nombreuses localités au Kurdistan.

La peur, le concept qui revient le plus souvent.



Mais au final, qui a le plus peur ? Les habitants, confinés dans leur silence et cloîtrés chez eux lorsque l'obscurité arrive ? Ou les militaires et leurs familles, qui vivent retranchées derrière les barricades de bétons, les hautes grilles d'acier et les barbelés ? Une chose est sûre, la peur n'est pas éternelle. Il est un jour où elle n'a plus de prise sur ceux qui la subissent, elle s'évapore et laisse place à une profonde colère, enfouie au fond de chaque cœur depuis longtemps. Alors elle explose, et balaie sur son passage les responsables de cet effroi qui les a tant accablés.

De nombreux régimes autoritaires, maniant la peur avec dextérité, ont connu une chute à la hauteur de leur répression, féroce et barbare. Nul doute qu'en Turquie ce jour viendra, peut-être plus tôt qu'on ne le croit.

Source :

Kedistan – Chroniques de Chris T.

au Bakûr :

◆ CONDITIONS DE DÉTENTION :

Dans la prison de femmes d'Elazig, ville située dans la région de Batman, les prisonnières dorment à 20 dans les cellules conçues pour 10 personnes et n'ont accès à aucune activité sportive ni éducative, ni même aux soins les plus basiques. Des caméras de surveillance ont été installées partout : dans la cuisine, dans les espaces communs et même aux entrées des sanitaires. Récemment, des prisonnières ont pu dénoncer les actes de torture dont elles sont victimes : le bras d'une prisonnière a été cassé alors qu'elle était victime de torture en présence de son enfant de 3 ans. [Sujin]

◆ RÉPRESSION ASSOCIATIONS :

Tout comme les représentant.e.s des partis politiques, les militant.e.s du milieu associatif subissent de nombreuses arrestations. Dilan Dogan, administratrice de l'Association des Droits Humains à Tarsus, a été arrêtée le 22 février. Le 9 mars, la coprésidente de l'association MEYA-DER (Association Mésopotamienne de Solidarité avec

les Familles de Disparu.e.s) Ayse Dicle a été arrêtée par la brigade anti-terroriste alors qu'elle visitait une proche à l'hôpital d'Amed. [Sujin]

◆ RÉPRESSION MÉDIAS :

La Turquie est en train de devenir l'un des premiers pays au monde en ce qui concerne la répression des journalistes. Deniz Yücel (correspondant en Turquie pour le journal allemand Die Welt) a été arrêté, soupçonné d'avoir participé à l'action du collectif de hackers RedHack qui avait publié des mails privés du ministre de l'Énergie et du gendre du président Erdogan, Berat Albayrak. Le 24 février, un journaliste pour l'agence de presse ANF, Ali Baris Kurt, a été condamné à deux ans, quatre mois et trois jours de prison ferme pour ses activités de journaliste ainsi que pour ses commentaires sur les réseaux sociaux. Quatre jours plus tard, à Van, Arif Aslan a été condamné à un an et trois mois de prison ferme pour avoir publié un bilan des attaques de l'armée turque dans la région de Van sur sa page Facebook. En revanche,

Aysel Isik, journaliste pour l'agence de presse féminine JINHA (désormais Gazetesujin) qui était en prison depuis son arrestation en novembre 2016 pour avoir publié des articles sur la situation des femmes et des enfants déplacé.e.s lors des attaques de l'armée turque contre la ville kurde de Şirnak a été libérée après son procès qui a eu lieu le 1er mars à Şirnak (« être journaliste pour JINHA » figurait parmi les chefs d'inculpations). [Gazetesujin, ANF]

◆ UNIVERSITAIRES : Un groupe d'universitaires qui travaillaient à l'université Artuklu (Mardin) et qui ont été licencié.e.s pour avoir signé un texte condamnant les exactions de l'armée turque au Bakur et intitulé « Nous ne serons pas complices de ce crime » ont décidé de créer leur propre académie appelé «Académie Solidaire». Les premiers cours y ont eu lieu le 25 février ; le sujet était « État d'Urgence, Guerre des Classes et Chute de l'Islam Politique ». [Sujin]

◆ ANNIVERSAIRE DE L'EMPRI-
SONNEMENT D'ÖCALAN : De nombreuses manifestations de protestation contre l'arrestation, il y a 18 ans, du leader

kurde Abdullah Öcalan ont eu lieu le 15 février. À Amed, certains commerçants ont refusé d'ouvrir leurs magasins. Des manifestations ont eu lieu à Kayapınar, Sur, Yenişehir, Bağlar et Van. À Sur, la police a empêché une partie des manifestant.e.s d'accéder au bâtiment du DBP où étaient prononcés les discours. [Sujin]

◆ RÉPRESSION MAIRIES : Le génocide politique infligé aux partis pro-kurdes DBP et HDP continue en Turquie. Depuis la publication du dernier numéro de ce mensuel, les représentant.e.s de ces deux partis ont été arrêté.e.s à Catak, Urfa, Savur, Bitlis, Beytusebap et Agri. Idris Baluken, libéré le 30 janvier après avoir passé 3 mois en prison, a de nouveau été arrêté lors de sa sortie de l'hôpital d'Ankara. Celles et ceux qui sont déjà enfermés subissent sans cesse des transferts d'une prison à l'autre, dans le but de les séparer les un.es des autres. Le parquet de Bitlis a ouvert une enquête sur l'administratrice locale du HDP Hamza Özkan, accusée d'avoir crié le slogan « Jin, jiyar, azadi » (Femmes, Vie, Liberté) l'année dernière, lors d'un rassemblement

contre les violences faites aux femmes. Le procureur de Amed a exigé 21 ans de prison ferme pour la représentante du HDP de la ville de Agri, Leyla Zana ; ses prises de paroles lors des rassemblements du 8 mars de ces dernières années figurent parmi la liste des chefs d'inculpations. Le 21 février, les sentences ont été prononcées pour les deux coprésident.e.s du HDP Figen Yüksekdağ et Selahattin Demirtaş. Cette première a été privée de tous ses droits parlementaires et n'aura plus le droit de participer à l'assemblée. Demirtaş, quant à lui, a été condamné à 5 mois de prison ferme pour avoir « humilié la nation turque, la république turque et les institutions étatiques. » [Sujin, ANF]

◆ **ADMINISTRATEURS MAIRIES:** Le gouvernement AKP continue d'usurper les mairies tenues par le DBP et LE HDP, remplaçant les représentant.e.s de ces partis par des «tuteurs» nommés directement par Ankara. Ce dernier mois, ce fut le cas dans les municipalités d'Agri, Savur, Saray et Egil. C'est le mouvement des femmes au Bakur qui constitue la cible principale de la répression de ces nouveaux tuteurs. À Amed, le centre de conseil pour femmes Zozan Eren a été fermé, et six travailleuses de la municipalité de Kulp ont été licenciées. À Lice, c'est le centre de conseil pour femmes Nujyan ainsi que le centre culturel Aziz Ferdi qui ont été fermés. Depuis son instauration, le tuteur AKP pour la municipalité de Van a déjà fermé de nombreux centres pour femmes et licencié un bon nombre de salarié.e.s de la municipalité ; ce mois-ci, il a fermé le centre de culture artistique Nuda, licenciant ainsi 49 personnes. Dans son dernier acte de misogynie, il a obligé des dizaines de conductrices de car travaillant dans la métropole de Van de muter vers d'autres municipalités à l'extérieur de la ville. [Gazetesujin, ANF]

◆ **ACTIONS GUÉRILLAS :** Les guérillas kurdes continuent leurs attaques contre l'armée turque, ciblant également des personnes et des institutions étatiques responsables de la répression du mouvement de libération kurde. Le 17 février à Viransehir (district d'Urfa), une bombe a explosé près d'une zone d'habitation dans laquelle sont logés des juges et des procureurs. Le 25 février, le HPG a revendiqué une attaque à la bombe contre un véhicule militaire sur l'autoroute entre Amed et Mardin. Encore à Mardin, dans la municipalité de Dargeçit, 2 policiers ont été tués lors d'une attaque contre une voiture de la police (revendiquée par les YPS). Début mars, les combattant.e.s du

Kıralan, Yamaçlı, Dernek, Saydamlı, Bayırlı, Yalimli, Akçabudak, Kılıçlı, Ulucak, Yorulmaz, Baharlar, Yaprakköy, Yünlüce, Güldiken, Üçdamlar, Dilbekköy, Çağdaş, Yolçatı, Tepe, Kabakaya, Ortaç, Yalaza, Bağlan, Çavundur, Dolunay, Oyuklu, Örtülü, Kıyıköy, Dallica, Türel, Kutlu (région de Lice) ; Doğanlı, Kuyula (région de Nusaybin) ; Demirli, Taşköprü (région de Kulp) ; ainsi qu'à Dolaplıdere, Dağcılar, Mutluca et Çaldere (région de Silvan). Dans la région de Dersim, 31 zones rurales ont été déclarées des «zones sécuritaires» et tout accès y était interdit entre le 2 et le 16 mars. Le 15 février, les soldats ont ouvert le feu sur un minibus transportant des civil.e.s entre Amed et Lice. À

villages sous couvre-feu. Les sources locales affirment que l'armée turque continue de bombarder la région et qu'un grand nombre de véhicules blindés y ont été déployés. Le 7 mars, une délégation des membres du DTK, DBP, HDP, le TJA et de l'Association de 78S (78'liler Girişim Derneği) a été arrêtée tandis qu'elle essayait de rejoindre les zones sous couvre-feu. [Gazetesujin, ANF]

◆ **SUR :** Un bilan sur la situation à Sur (quartier historique d'Amed, capitale du Bakur) nous donne un aperçu du niveau de destruction : 1.312 immeubles détruits sur une surface de 11,6 hectares. En comptant les maisons individuelles ainsi que d'autres



HPG ont mené une attaque au mortier contre un emplacement de l'armée turque près de Cukurca. Dans la même région, le 6 mars, des combattant.e.s ont attaqué des soldats postés sur la route entre Sivri et Leylejk. [ANF]

◆ **VILLES ASSIÉGÉES :** De nouveaux couvre-feux ont été imposés à Qurdîsê, Artuklu, Koruköy (région de Mardin) ; Örtülü, Tuzlaköy, Hedik,

Van, dans le quartier de Yeni, des soldats turcs ont attaqué un cimetière kurde, brûlant les drapeaux jaune-rouge-vert du mouvement kurde et laissant des tags sur les pierres tombales. Dans la région de Mardin, de nombreuses arrestations ont eu lieu dans les zones sous couvre-feu. Trois personnes ont été exécutées dans le village de Koruköy (Mardin). Dans la région de Lice, tout contact a été coupé avec les

bâtiments, on arrive à un total de plus de 3.000 bâtiments détruits, ainsi que 976 autres voués à la destruction. 23.000 des 50.000 habitant.e.s ont été obligé.e.s de fuir vers Bağlar et d'autres districts aux alentours. 52 % des personnes déplacées ont perdu leurs maisons. 6.300 parcelles de terrain ont été expropriées récemment par le gouvernement AKP. [ANF]



DÉMOCRATIE MODERNE VS CAPITALISME MODERNE : LE MODÈLE ALTERNATIF DU ROJAVA

♦♦♦ suite de la p.1

provoque des désastres ainsi que de la pauvreté et nous maintient dans la menace permanente de ces instabilités. Le capitalisme, qui est l'ordre social et économique global, dispose de graves contradictions entre la réalité et la raison, et entraîne d'importantes répercussions en menaçant le bien-être de l'humanité et en causant des catastrophes écologiques. Par conséquent, on pourrait dire que le capitalisme a atteint ses limites en matière de durabilité. La fin de la guerre froide a donné un nouvel élan à l'adoption de la démocratie sociale néolibérale, chose évidemment sujette à de nombreuses contradictions. Mais cela a également poussé ceux dits de gauche, et d'autres qui aspiraient à des principes socialistes, à prendre une posture pessimiste. La plupart des gens de nos jours ont accepté l'illusion et la croyance qu'aucune alternative au capitalisme n'est possible. Pourtant, dans l'histoire récente, de l'Amérique latine au Moyen-Orient, des mouvements sociaux ont rétabli cette foi en un autre monde qui avait été perdue mais qui est maintenant ressuscitée avec un nouvel élan, comme les zapatistes du Chiapas et les Kurdes du Rojava (Nord de la Syrie) et du Bakur (Sud-Est de la Turquie), parmi d'autres.

Il existe une alternative au capitalisme, c'est le confédéralisme démocratique. Il est actuellement en train d'être bâti au nord

de la Syrie (Rojava), malgré un manque de reconnaissance internationale. Le mouvement de libération kurde mène en ce moment même une expérience révolutionnaire en mettant en place un système confédéral au nord de la Syrie, où vivent 4 millions de Kurdes. Cet essai envisage de découvrir les aspects théoriques et pratiques de cette révolution, en se focalisant sur le modèle économique en cours d'expérimentation au Rojava pour déterminer s'il pourrait constituer une alternative au néolibéralisme du capitalisme moderne. La première section [de cet article] entame une discussion sur les défauts actuels du capitalisme et sur le problème global de l'inégalité, la seconde section présente la façon dont le mouvement de libération kurde mené par Abdullah Öcalan, inspiré par les idées et les théories appuyées dans la première section, a transformé leur mouvement d'indépendance en un mouvement qui s'efforce de créer un système alternatif, plus démocratique et libertaire, basé sur les principes de l'autonomie démocratique, l'égalité de genre, l'industrialisme écologique et l'économie sociale.

Contexte historique du développement du capitalisme et de l'État-nation

Le capitalisme moderne est apparu avec les avancées et révolutions dans le domaine du savoir, avec le développement des mathématiques, de la physique et de la chimie. À un tel point que les traditions étaient remises en question et rejetées, ce qui provoqua un passage du ruralisme à l'urbanisation et permit l'industrialisation capitaliste. Michel Foucault (1926-1984) défend l'idée que les révolutions américaine et française, qui intégraient le libéralisme et le républicanisme, n'ont en fait pas libéré les citoyens de l'autoritarisme oppressif, mais qu'elles l'ont remplacé par une autre forme de pouvoir qui est le capitalisme. Le développement des États-nations, amenant son lot de composants tels que la démocratie représentative, la bureaucratie, l'éducation publique, la laïcité et des formes de surveillance sans fin, ne se fit pas naturellement mais à l'aide de décisions politiques prises pour assister le capitalisme moderne. Les sociologues classiques, dans la lignée de la pensée aristotélicienne, considèrent pour la plupart que le but inhérent à la modernisation était de rendre l'expérience occidentale (européenne) centrale, par le biais de facteurs économiques, sociaux, culturels et politiques. Mais la théorie de la modernisation reste un sujet grandement débattu, des étapes de la modernisation de Walt Rostow (1916-2003) à la critique de la dépendance d'Andre Gunder Frank (1929-2005), en pas-

sant par la théorie du système capitaliste mondial développée par Immanuel Wallerstein (1930-...), parmi d'autres.

La mondialisation capitaliste est un processus dans lequel la planète entière est intégrée socialement, politiquement et économiquement dans des dimensions historiques, économiques, socioculturelles et politiques. Pour faire simple, le capitalisme peut être défini comme un système de production ayant pour fin de mettre le profit dans des mains privées, celles de l'élite bourgeoise ou de «l'État» dans le cas de la Chine. De nos jours, le capitalisme semble traverser une crise. Il y a une crise économique, écologique et énergétique mondiale, et les capitalistes ne mettent pas de mécanismes en place pour résoudre ces problèmes, ils ne peuvent d'ailleurs pas résoudre ces crises car, comme l'a dit Einstein, « aucun problème ne peut être résolu avec le même état d'esprit qui l'a engendré ». Ce système n'est pas durable et il a créé des problèmes sociaux dangereux, desquels il nie les racines ontologiques. De telle façon que la dépression dans laquelle se trouve l'ère financière du système capitaliste illustre clairement aujourd'hui qu'il ne peut plus défendre les mensonges qu'il a utilisés historiquement pour maintenir son existence. Mais comment est-ce que le capitalisme a vu le jour ?

Au milieu du 19^{ème} siècle, Karl Marx (1818-1883) et Friedrich Engels (1820-1895) ont écrit le Manifeste du parti communiste et ont rendu compte de façon pertinente de l'expérience européenne du capitalisme moderne. À cette période de l'histoire, la révolution industrielle était en cours et modifiait le paysage matériel et humain par des avancées technologiques (scientifiques), des changements institutionnels et par l'accentuation des échanges par l'émergence d'un marché mondial. Pourtant, selon Marx cette société industrielle moderne est caractérisée par des conflits de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat, mais comme les forces productives du capitalisme ne sont plus compatibles avec cette relation d'exploitation, cela mènera finalement vers une révolution prolétarienne. Marx défend que l'exploitation du prolétariat par l'élite bourgeoise était la force provoquant le développement historique.

La contribution de Karl Marx aux théories sociales n'a pas été une simple prédiction utopique du futur mais, de façon plus importante, un ensemble d'analyses sur le fonctionnement et les contradictions du capitalisme. Cet héritage a perduré comme

on le voit avec la théorie des « systèmes-mondes » du sociologue et chercheur en sciences socio-historiques Immanuel Wallerstein. Depuis les années 1970, Wallerstein a développé le paradigme d'analyse des systèmes mondiaux qui est une approche macroscopique des changements sociaux et historiques du monde, d'une façon pluridisciplinaire. Wallerstein affirme que l'État-nation moderne se maintient grâce à un cadre économique, politique et légal qu'il appelle le « système-monde » et certains pays bénéficient de ce système économique mondial tandis que d'autres sont exploités (2011:15). Wallerstein montre que le système capitaliste mondial a commencé au 16^{ème} siècle dans certaines parties de l'Europe et des Amériques et qu'il s'est ensuite étendu au monde entier lors des siècles suivants avec l'accumulation sans fin du capital (2004:23-24). Les États-nations modernes peuvent donc être vus comme incorporés au système mondial du capitalisme. Mais, comme le souligne Wallerstein, les relations économiques ne se sont pas développées de façon aléatoire, les États-nations modernes ont été créés en parallèle au capitalisme pour servir et protéger les intérêts de l'élite capitaliste. De plus, les capitalistes européens ont eu besoin de créer des États européens forts, avec une grande puissance politique et militaire, pour appuyer leur hégémonie. Wallerstein fait remarquer que l'économie du monde capitaliste repose sur la création de surplus par l'augmentation constante de la productivité, de laquelle il extrait un surplus pour l'élite bourgeoise à travers le profit. Le pouvoir est une notion importante à intégrer pour comprendre les inégalités qui se propagent à travers le système-monde capitaliste. Ainsi, le système-monde est centré sur

une division du travail entre deux classes, ces différentes classes présentent une disparité quant à l'accès aux ressources aux seins des États-nations, et les différents États-nations ont un accès inégal aux biens et services du marché mondial. Wallerstein divise l'économie du monde capitaliste en trois catégories principales : le cœur, la semi-périphérie et la périphérie (2004:28). Les États situés au cœur sont ceux qui dominent et qui ont la puissance politique, économique et militaire pour imposer des taux de change inégaux et pour exploiter le travail, les matières brutes et l'agriculture des États périphériques, moins développés, et les soumettre à d'autres formes d'exterminations, écologique par exemple. Ces conditions que Wallerstein met en exergue peuvent expliquer les relations complexes d'économie et de pouvoir qu'il y a entre

les pays. Comme le suggère Wallerstein, le système-monde capitaliste n'est pas sans fin et ce système s'effondrera inévitablement avec, tôt ou tard, une crise économique globale, ce qui résultera en un changement révolutionnaire.

Les États-nations ne sont pas des entités réelles, il s'agit d'une construction sociale moderne, en relation à quoi Benedict Anderson (1936-2015) a inventé le paradigme important de communautés imaginées. Anderson analyse le nationalisme et affirme qu'une nation est une « communauté politique imaginée » parce que personne ne peut rencontrer ou connaître tous les membres de cette communauté, « pourtant, dans les esprits de chacun il y a l'image de leur communion » et, indépendamment des inégalités et de l'exploitation, « la nation est toujours conçue comme une camaraderie profonde et horizontale » (1991:6-7). Les nations, contrairement aux États-nations, ne sont pas tangibles car elles n'ont pas toujours d'emplacement géographique défini et parce qu'elles peuvent aller au-delà des frontières comme le montre l'Union Européenne ou l'Union Africaine. En étudiant les origines historiques de la conscience nationale et l'émergence des nations modernes du dix-huitième siècle jusqu'au vingtième, Anderson affirme que la nation ou le nationalisme n'est pas vraiment une idéologie politique comme le marxisme ou le fascisme, mais une construction sociale créée au dix-huitième siècle en parallèle aux développements politiques occidentaux qui lui ont permis de devenir un modèle, de façon à ce qu'elle puisse être attachée à des gouvernements ayant des dispositions idéologiques variées, jusqu'aux régimes socialistes. La conscience nationale a été stimulée par des choses comme la conception moderne du temps, le capitalisme d'impression et d'autres événements tels que les révolutions américaine et française. Anderson argumente de façon remarquable que même les régimes révolutionnaires (par exemple marxistes) entraînent le risque d'entrer dans une guerre au nom des « nations » à cause des éléments donnés précédemment. Le nationalisme est une notion puissante qui aide à maintenir le statu quo et qui permet de détourner l'attention des problèmes sociaux comme l'exploitation économique. Bien qu'Anderson n'ait pas fourni de solution, il a néanmoins inspiré Abdullah Öcalan et son paradigme de confédéralisme démocratique pour rejeter l'État-nation.

La mondialisation néolibérale n'a pas marché pour les pauvres ou l'environnement, elle a provoqué des catastrophes à la place et il est nécessaire de s'occuper de ses contradictions affirme l'anthropologue de l'économie Keith Hart et ses co-auteurs qui ont écrit un guide du citoyen pour bâtir une économie humaine. Méthodologiquement inspiré par la révolution ethnographique du vingtième siècle en anthropologie sociale et culturelle, « *The Human Economy Programme* », lancé par Keith Hart et al., vise « à reconnecter l'étude de l'économie au monde réel, à rendre ses découvertes plus accessibles au public et à placer l'analyse économique dans un cadre qui intègre l'humanité comme un tout, le monde dans lequel on vit » (2010:2). En reprenant le projet de faire de l'économie aux économistes et en mettant l'accent sur l'unité entre l'individu et la société, ce nouvel universel humain cherche une alternative. S'ils n'en fournissent pas une, ils proposent néanmoins quatre principes clés que l'économie doit intégrer pour être humaniste. Le premier est que l'économie « est faite et refaite par le peuple, l'économie devrait être d'intérêt pratique pour nous tous dans nos vies quotidiennes ». Hart dit que « cela signifie qu'elle devrait traiter une plus grande variété de situations particulières dans toute leur complexité institutionnelle » et « elle doit se baser sur une conception plus holistique des besoins et des intérêts de tout le monde ». Enfin, il affirme que l'économie « doit traiter l'humanité comme un tout, ainsi que la société mondiale que nous sommes en train de construire » (2010:5). Hart et al. donnent plusieurs pistes pour entreprendre des études économiques de façon émancipatrice et pluridisciplinaire en allant au-delà de la géographie et ils soutiennent que « l'économie est toujours plurielle et l'expérience que les personnes en font à travers le temps et l'espace est plus proche de l'économie que des termes opposés comme « capitalisme » et « socialisme » ne le laissent entendre » (2010:3). Par conséquent, l'objectif est de promouvoir une démocratie économique « en aidant les gens à organiser et améliorer leurs propres vies. Nos découvertes doivent donc avoir pour fin d'être présentées au public dans un esprit de pragmatisme et rendues compréhensibles pour que le lecteur puisse en faire un usage pratique » (2010:3-4). On pourrait se demander comment les bases de l'expérience du Rojava pourraient aider à radicaliser le projet « d'économie humaine » avancé par Hart pour la démocratie économique.

À partir de ce que nous dit Hart et en gardant à l'esprit que les alternatives doivent

trouver leurs origines dans nos réalités, l'auto-détermination se révèle un prérequis important pour les libertés et le développement économiques, sociales et politiques. Les forces révolutionnaires kurdes du Rojava ont montré qu'une alternative était possible en développant leur propre système contre le capitalisme moderne, en mettant en place une société démocratique allant vers l'éco-industrie et le système du confédéralisme démocratique et en appelant ce système une démocratie moderne ou modernité démocratique.

Le confédéralisme démocratique comme alternative au capitalisme

Histoire et idéologie du mouvement de libération kurde

Le Kurdistan a été divisé entre quatre États-nations (Iran, Irak, Syrie et Turquie) par les accords Sykes-Picot en 1916 qui délimitèrent des frontières artificielles dans la région. Chaque État-nation a veillé à ce qu'il n'y ait aucune fragmentation possible du nouvel État et essayé d'unifier l'État-nation à travers le nationalisme. Cela impliqua de nier l'existence de beaucoup d'autres groupes ethniques (Kurdes, Albanais, Lazés, Azerbaïdjanais, Zazas, Tchétchènes, Circassiens, Arabes, Bosniaques, Tatars, Arméniens, Grecs, Yézidis) qui vivaient notamment en Turquie. Le sentiment nationaliste fut inculqué par les «projets de nationalisation» qui tentèrent d'assimiler les différents groupes ethniques en les «turquifiant», «persianisant» ou «arabisant». Abdullah Öcalan (stratège principal) et un groupe de jeunes personnes fondèrent le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) en 1978 dans le Kurdistan du Nord (Turquie) et commencèrent la lutte armée en 1984, avec pour objectif d'établir un État socialiste indépendant (marxiste-léniniste) par l'instauration d'un Kurdistan unifié. Ce mouvement évolua et rejeta l'État-nation pour aller vers le confédéralisme démocratique. Le PKK connut plusieurs transformations en résultat d'analyses profondes de la libération nationale et d'autres mouvements alternatifs ainsi que par l'observation des expériences de socialisme et féminisme réels, en parallèle d'une évaluation de leur propre pratique théorique. Même si le PKK a traversé toute une série de réformes idéologiques avant l'enlèvement d'Öcalan en 1999 (à la suite d'une opération de l'OTAN), c'est en écrivant en captivité qu'il inventa le terme de confédéralisme démocratique et qu'il le proposa comme une solution au problème kurde. Öcalan et le mouvement

kurde cessèrent de chercher à obtenir un État indépendant car « *la fondation d'un État n'accroît pas la liberté d'un peuple* » et « *les États-nations sont devenus des obstacles importants à tout développement social* » (2011:1).

Öcalan proposa le confédéralisme démocratique comme une alternative au système de l'État-nation. Il développa ce modèle en s'inspirant des idées municipalistes du socialiste anarcho-libertaire Murray Bookchin (1921-2006), ainsi que des théories précédemment citées de Wallerstein et d'Anderson parmi de nombreuses autres. Öcalan définit le projet de confédéralisme démocratique comme « *une administration politique non-étatique ou une démocratie sans État* » (2011:21), qui est « *flexible, multi-culturelle, anti-monopoliste et orientée vers le consensus* » et dans laquelle « *l'écologie et le féminisme sont des piliers centraux* » (2011:21) de ce projet. De plus, dans ce système auto-administré, « *une économie alternative deviendra nécessaire, elle augmentera les ressources de la société plutôt que de les exploiter et, ainsi, rendra justice aux multiples besoins de la société* » (2011:21).

En dévoilant la vérité à propos de la société historique et en critiquant le capitalisme moderne, Öcalan avance que « *de mémoire humaine, les peuples ont toujours formé des groupes à géométrie variable de clans, tribus ou autres communautés aux propriétés fédérales* » (2011:23), ce qui permit la préservation d'une autonomie interne. Cependant, en écho à la théorie foucauldienne du biopouvoir, Öcalan dit que le capitalisme moderne a imposé la centralisation de l'État, par laquelle « *l'État-nation comme substitut moderne à la monarchie a laissé derrière lui une société affaiblie et sans défense* » et « *le pouvoir se constitue lui-même dans l'État central et devient l'un des paradigmes administratifs fondamentaux de la modernité* » (2011:24). Par conséquent, le mouvement kurde propose une « *démocratie moderne* » comme solution car elle est « *la charpente d'une société politique basée sur l'éthique* » (2011:25). Les principes fondamentaux de la démocratie moderne consistent en une société morale et politique, l'industrie écologique et le paradigme du confédéralisme démocratique.

Le confédéralisme démocratique comme pratique politique fondamentale de la modernité peut être un modèle important non seulement pour les Kurdes, mais aussi pour le Moyen-Orient et d'autres régions qui sont ethniquement variées et multi-cultu-

relles. En effet, il fournit une solution aux caractéristiques oppressives du national-étatisme causées par ses implémentations monolithiques et homogènes. Donc, dans la nation démocratique, toutes les ethnies, religions et autres groupes auront une voix et pourront participer avec leurs propres identités ethniques au sein d'une structure démocratique fédérale.

La mise en place du confédéralisme démocratique au Rojava

Le parti de l'union démocratique (PYD), affilié au PKK et fondé pour la première fois en 2003 au Rojava, commença à mettre les idées du confédéralisme démocratique en place avant que le soulèvement syrien ne commence en 2011, avec beaucoup de difficultés cependant car le régime de Ba'ath tenta de mettre fin et de supprimer tout changement qui serait fait à l'ordre capitaliste et étatiste existant. Le PYD ne parvint à réaliser son projet qu'après 2012, une fois que les forces d'Assad se sont retirées de la zone pour se concentrer davantage sur la résistance qui surgissait dans le reste du pays. Les Kurdes syriens avaient choisi une troisième voie, celle de la paix, en ne se joignant pas au régime ni aux forces rebelles dans la guerre civile naissante. Le peuple, avec à sa tête le PYD et les unités de protection du peuple (YPG) et les unités de protection des femmes (YPJ), prit le contrôle de la majeure partie du Rojava et organisa des assemblées de grande envergure.

Entre 2012 et 2014, les habitants du Rojava, guidés par les groupes politiques, furent très actifs dans la discussion des stratégies pour mettre en exercice le système de démocratie confédérale que Öcalan avait proposé. En 2013, le Rojava fut séparé en trois cantons autonomes : Cizire, Kobane et Afrin. Les habitants s'organisèrent au sein de conseils et de communes dans les villes et villages de chaque canton. Les personnes de toute origine ethnique étaient encouragées à participer aux réunions pour parler des problèmes qu'elles avaient. Pour la première fois dans l'histoire, on demandait aux habitants de la région quels étaient leurs problèmes et dans quel système ils voulaient vivre. En 2014, après cette consultation longue et rigoureuse, le contrat social du Rojava fut établi pour les trois cantons de Cizire, Kobane et Afrin avec la signature de plus de cinquante organisations ou partis politiques.

La charte commence par la déclaration suivante : « Dans le but d'atteindre la

liberté, la justice, la dignité et la démocratie, et guidés par des principes d'égalité et de durabilité environnementale, la charte proclame un nouveau contrat social, basé sur la coexistence mutuelle et pacifique et sur la compréhension entre toutes les branches de la société » [Paix au Kurdistan, 2014]. Ce contrat social établit une manifestation remarquable des principes de la démocratie moderne, encourageant la participation de tout le monde, car chaque personne au sein de la société peut s'y référer.

À nouveau dans l'introduction de la charte réside l'aspect définissant le plus le système étant créé, exposé avec des mots très simples, disant : « *Sous cette charte, nous, les peuples des régions autonomes, nous unissons dans un esprit de réconciliation, de pluralisme et de participation démocratique de façon à ce que tout le monde puisse s'exprimer librement dans la vie publique. En construisant une société libre de l'autoritarisme, du militarisme, du centralisme et de l'intervention de l'autorité religieuse dans les affaires publiques, la charte reconnaît l'intégrité territoriale de la Syrie et aspire à maintenir la paix locale et internationale* » [Paix au Kurdistan, 2014]. La charte fait la déclaration d'un nouveau système politique et civil basé sur un contrat social avec le peuple pour établir une société plus libre et plus démocratique qui représente de façon égale la volonté de tous les groupes de la région, avec une instauration de la justice et de l'égalité sociales. Un des aspects importants de cette charte est l'accent qui est porté sur l'égalité de genre, au-delà des égalités de droits pour les différentes ethnies et le droit à l'éducation dans la langue maternelle.

La structure de base du système démocratique confédéral dispose de cinq niveaux de gouvernance et de prise de décisions : 1) L'assemblée législative, 2) Les conseils exécutifs, 3) La haute commission des élections, 4) Les cours constitutionnelles suprêmes, 5) Les conseils municipaux/provinciaux. Le niveau de base du conseil du Rojava est la commune. Les communes comprennent entre 30 et 400 foyers (ville ou village), se réunissent tous les 15 jours et élisent un comité qui se réunit toutes les semaines (tous les membres peuvent assister à ces réunions quand ils veulent). Pour tous les postes et pour toutes les zones il y a la mise en place d'un système de co-gouvernance où hommes et femmes partagent le pouvoir pour permettre le consensus. Le niveau suivant est le conseil de quartier ou de village, puis le conseil populaire

au Rojava :

♦ ATTAQUES DE L'ARMÉE TURQUE :

L'armée turque et les groupes armés qui lui sont affiliés continuent leurs attaques contre les villes et villages du Rojava. Les forces YPG/YPJ, dans un bilan publié le 5 mars, affirment que l'armée turque a mené 89 attaques durant les mois de janvier et février. La majorité des villages ayant subi des attaques sont situés dans la canton de Kobanê. Les forces YPG/YPJ sont présentes et tentent de repousser toute attaque de l'armée turque et de ses gangs. Le 7 mars, lors des affrontements à Firfirk (canton de Efrin, sur la frontière turque), les combattant.e.s YPG/YPJ ont réussi à abattre un drone de l'armée turque. Une soixantaine de camions de ravitaillement ont été pillés par les soldats et groupes armés postés sur la route entre Jarabalus et Manbij. Selon un rapport publié par l'Association des Droits Humains du Rojava, environ 22.000 hectares de terres agricoles appartenant aux habitant.e.s du Rojava ont été usurpés par l'État turc pour la construction du mur de béton et de barbelés à la frontière turco-syrienne. [ANF, Sujin]

♦ RAQQA : Les batailles se poursuivent entre les Forces Démocratiques Syriennes et Daech à l'intérieur et autour de la ville de Raqqa, capitale de l'État Islamique en Syrie. Le 17 février, le service de presse de l'Opération Colère de l'Euphrate a déclaré le début de la 2ème étape de la 3ème phrase de l'opération, dont le but principal est la libération des villages situés à l'est de Raqqa. Dans un bilan publié une semaine plus tard, les FDS affirment que 1760 km² de terrain ont été libérés autour de Raqqa et de Deir ez-Zor, et qu'une immense quantité d'armes lourdes a été récupérée dans les zones abandonnées par Daech. Le 23 février, les combattant.e.s avançant depuis les deux fronts principaux se sont rejoint.e.s sur la route stratégique entre Raqqa et Deir ez-Zor, contrôlée désormais par les FDS. Le 6 mars, les combattant.e.s du front de Abû Xeseb sont arrivés.e.s au niveau de l'Euphrate. Les accrochages violents continuent dans les villages tenus par Daech entre Deir ez-Zor et Raqqa. Des porte-paroles des FDS affirment que celles-ci encercleront bientôt le centre ville de Raqqa. [ANF]

au Rojava (suite) :

♦ **AL-BAB** : Depuis le début des attaques de l'armée turque contre la ville de al-Bab, environ 400 civil.e.s ont perdu la vie. Le 20 février, 12 personnes, y compris un bébé de 7 mois, ont été tuées lors des bombardements de l'aviation turque. Le même jour, environ 2000 personnes ont réussi à rejoindre le canton d'Efrin (Rojava). Une semaine plus tard, 16 civil.e.s sont mort.e.s après avoir marché sur une mine alors qu'ils et elles essayaient de fuir les zones de conflit. [Sujin, ANF]

♦ **MANBIJ** : La ville de Manbij a été libérée de Daech en août 2016. Pour un récit de cette bataille et les implications de la libération de la ville, voir le numéro 7 de ce mensuel. Le 22 février, des représentant.e.s ont été élu.e.s lors d'une réunion extraordinaire de l'Assemblée Populaire de Manbij. Ibrahim Kaftan et Zeynep Kamar ont été nommé.e.s coprésident.e.s de la nouvelle administration. Avant l'invasion de Manbij par Daech en 2014, Kaftan était actif dans la vie politique de la ville dans le cadre du soulèvement général en Syrie. Arrêté par Daech, il a subi 3 mois de torture et s'est enfui vers la Turquie avant de retourner à Manbij après sa libération. Kamar était aussi active politiquement avant l'invasion de Daech, suite à laquelle elle a été obligée de se cacher pendant 7 mois avant de réussir à fuir vers Efrin. Elle aussi est retournée à Manbij après sa libération par les forces FDS en 2016. Le 1er mars, des accrochages violents ont eu lieu entre le Conseil Militaire de Manbij et les groupes armés soutenus par l'armée turque lorsque ceux-ci ont lancé des attaques simultanées contre les villages de Gorhiko, Holaş et Xalîde, situés à 30 km à l'ouest de Manbij. [ANF]



de canton et enfin le conseil populaire du Kurdistan occidental (MGRK). Un aspect important du système de conseils est qu'à chaque niveau il y a des conseils autonomes des femmes formés par l'union des femmes Kongira Star, afin de renforcer les femmes dans tous les aspects de la vie.

À partir de ces développements, en mars 2016 la «fédération démocratique du Rojava – Nord de la Syrie» a été établie par les trois cantons du Rojava, menés par le PYD «pour réaliser la Syrie démocratique et fédérale, plutôt qu'une administration centrale, en prenant en compte les caractéristiques historiques, géographiques, culturelles, démographiques et économiques lors de l'établissement des fédérations démocratiques». Les «régions auto-administrées» au sein de la fédération s'organisent «avec comme base les conseils, académies, communes et coopératives» [Rojavathorthersyria.noblogs.org, 2016]. Ce qui rend tout cela encore plus remarquable, c'est que ce système alternatif, qui défie l'ordre du monde et ne reçoit le soutien politique ou matériel d'aucun État-nation, prend place alors que les Kurdes résistent en même temps aux assauts de l'État Islamique et prennent part à une guerre perpétuée par l'État islamique avec le soutien de l'État turc, qui ne veut pas d'un gouvernement kurde autonome près de lui.

Le réseau organisationnel, intégré dans la société rojavienne, est administré par le Tev-Dem (le mouvement pour une société démocratique), qui a à sa tête des hommes et des femmes, et par l'organisation autonome des femmes Kongira Star (établie en 2012, l'étoile fait référence à la déesse de l'ancienne Mésopotamie, Ishtar). Les deux organisations incluent toutes les ethnies et toutes les religions et constituent un exemple de démocratie directe par la base [Gupta, 2016]. Les peuples ont établi des communes de tailles diverses allant de 7 à 300 familles, des académies, des tribunaux, des coopératives et des administrations de santé, ainsi que des unités de défense des femmes. Les comités de ces institutions sont élus par des assemblées locales, et toutes les structures organisationnelles ont un système de co-présidence avec à chaque fois un homme et une femme élus.

Le modèle économique du Rojava

Le système démocratique confédéral du Rojava est toujours en phase de développement, à une vitesse ralentie par les attaques constantes qu'il subit et par l'embargo imposé par l'État turc. Toutefois, de

nombreuses et grandes avancées ont été faites vers l'instauration d'un système économique alternatif qui fournit une alternative au dualisme du capitalisme et du communisme. Dans une interview faite par un journaliste avec le professeur Ahmet Yusuf, président du comité sur l'économie et les échanges du canton autonome d'Afrin, Dr. Yusuf expose les objectifs à long terme et les étapes à effectuer pour les atteindre. Il dit pour commencer que le canton, comme les autres cantons, doit lancer des coopératives, «de petites unités de production» [ANF, 2014]. Le développement de ce système, comme il l'explique, commence par une économie basée initialement sur l'agriculture. De plus, ce système qui inclut la coopération des habitants de la zone profitera à tout le monde et se posera comme un modèle d'économie alternative pour les peuples de la région [ANF, 2014].

Ces ambitions font leur entrée dans le réel. Fin 2015 et en 2016, des comités économiques ont été mis en place pour faciliter l'instauration et soutenir le bon fonctionnement de l'économie, certains d'entre eux étaient des coopératives composées exclusivement de femmes, pour rétablir la balance de l'ordre et encourager davantage les femmes à prendre part à la vie économique. Les habitants font tourner de petites unités de production. Les coopératives sont de tailles variées, allant de petites coopératives de moins de 10 personnes à des coopératives de taille moyenne de 60 personnes ou de plus grandes encore de 100 à 150 personnes [Gupta, 2016]. Parmi les coopératives mises en place, certaines font de l'agriculture (par exemple, de la culture de blé, de la production de légumes et d'éléments pour faire des salades, de la production de lait et de yaourt ainsi que de l'élevage animal), mais il y a aussi des magasins de vêtements, des restaurants et des boulangeries [Gupta, 2016]. Les quelques raffineries de pétrole présentes au Rojava fonctionnent également en coopératives. Les personnes travaillant dans ces coopératives en sont les propriétaires/actionnaires. La structure organisationnelle est menée par un «comité de coordination», nom préféré à «comité de gestion» car il sonne moins hiérarchique [Gupta, 2016]. Les personnes décident collectivement des règles, des opérations, de l'embauche et de la finance. Au niveau le plus élevé, toute l'activité économique est administrée conjointement par les organisations du Tev-Dem et du Kongira Star. Toutes les initiatives économiques sont conduites avec les principes écologiques gardés en tête, en se servant des ressources

naturelles et en minimisant le gaspillage et la consommation. Ce système en est encore à ses débuts et les administrations des cantons ont pour projet de construire des infrastructures d'approvisionnement en eau et en énergie plus durables dès qu'ils en auront les moyens économiques.

L'ordre mondial capitaliste tremble encore de l'impact dévastateur de la crise financière qui démarra en 2008 et des guerres qui ont plongé le Moyen-Orient dans la tourmente avec des centaines de milliers de vie perdues et la création de millions de réfugiés. Au milieu de tout cela, le peuple kurde du Rojava (Nord de la Syrie) ont annoncé une révolution qui défie le système capitaliste, patriarcal et étatiste qui a engendré un haut niveau d'inégalité et une plus grande division de classe. Avec le cadre théorique d'Öcalan, leader du mouvement de libération kurde, les Kurdes du Rojava construisent petit à petit le modèle du confédéralisme démocratique. Ce système est basé sur une démocratie par la base et il organise les habitants pour instaurer des structures communales démocratiques avec un encadrement par des groupes politiques. Le système est mis en place dans les localités, les villages et les villes avec des assemblées formées à chaque niveau et pour tous les sujets. Ce système, qui « fait la promotion d'un modèle de société écologique », soutient également la libération des femmes. Le système économique qui y est développé bénéficie à tous et se pose comme un modèle pour toute la région. Il est donc d'importance majeure d'afficher son soutien pour la révolution actuellement en cours au Rojava, car c'est une lueur d'espoir pour un monde plus pacifique et plus égalitaire.

NdT : Pour voir la bibliographie, cf. article original.

Source :

Berfin Kurban sur KurdishQuestion.com
Traduction : Merhaba Hevalno



KARAYILAN : SI LA TURQUIE NOUS ATTAQUE, ELLE AURA CE QU'ELLE MÉRITE...

Murat Karayilan, membre du conseil exécutif du PKK a fait part d'estimations saisissantes à l'ANF à l'occasion de l'anniversaire de l'opération militaire turque dans la région de Zap en 2008, en arguant que cette bataille avait été une réussite majeure pour la lutte de libération kurde et qu'elle avait ouvert la voie à de nouveaux développements. Cette opération, appelée Opération Soleil ou Güneş Harekatı en turc, avait été lancée en février 2008. Les forces terrestres ainsi que l'aviation de l'armée turque avaient attaqué des emplacements des forces de guérilla. À l'époque, il s'agissait de la première invasion du sol irakien reconnu officiellement en tant que telle depuis l'invasion américaine en 2003. Étant donné l'intensification récente des bombardements de la région de Quandil par l'armée turque et le déploiement des troupes turques sur le sol irakien (cf. brèves Başur), il nous semblait pertinent de relayer cet entretien traitant des batailles historiques qui ont eu lieu dans la région kurde d'Irak entre les guérillas kurdes et le PKK.

« L'ARMÉE TURQUE A SUBI UN COUP DUR À ZAP »

ANF : Il y a 9 ans, l'armée turque avait lancé une opération ciblant la région de Zap, sous le nom « Opération Soleil ». Quelle est l'importance de cette opération pour la lutte kurde pour la liberté ?

L'opération de Zap a été une grande réussite en termes de résistance dans l'histoire de notre lutte. Tout d'abord, je commémore avec respect la mort des neuf camarades qui sont tombés en combattant avec courage lors de cette opération. Je réitère ma promesse de tenir les comptes pour accuser l'ennemi et de soutenir la lutte pour un avenir meilleur.

L'opération terrestre générale lancée par l'armée turque contre le siège du HPG en février 2008 est la dernière opération en date que l'armée turque a menée contre le Kurdistan du Sud. C'est également une opération dans laquelle l'armée turque a subi la défaite et les pertes les plus lourdes, sans rien gagner. Avec cette opération, l'état turc a essayé d'infliger des dégâts à notre quartier général dans une action rapide avant la fin de l'hiver. Cependant, ce sont eux qui ont subi un coup dur sans pouvoir faire battre en retraite leurs propres forces, et ils ont encore moins pu inquiéter nos troupes.

L'hélicoptère turc Cobra a été descendu à la vue de tous et l'aveu du côté turc d'avoir subi 27 pertes révèle plus ou moins le coup qu'ils ont reçu, mais ils ont subi bien plus de pertes. Ils ont pu retirer une partie de leurs forces opérationnelles seulement grâce au fait que l'unité de guérilla qui était là n'a pas rempli son rôle correctement.

La position commune adoptée par nos compatriotes du Kurdistan du Nord et du Sud contre l'opération de l'état turc, qui était une première, a joué un rôle important et a renforcé la résistance glorieuse des guérillas dans la défaite des troupes turques. La résistance de nos guérillas et de notre peuple a non seulement mené à l'échec une telle attaque générale, mais aussi apporté des conséquences militaires et politiques significatives, qui ont une place importante dans la politique kurde, dans notre lutte pour la liberté et la démocratie, et dans le système et la vie politique turcs.

« LA BATAILLE DE ZAP A AMENÉ DE NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS »

Une autre conséquence de cette bataille concerne la «ligne rouge» de l'État turc sur ses relations avec l'administration fédérale kurde du Kurdistan du Sud. Avant, l'État turc avait défini que le fait d'entretenir des relations avec l'administration du Kurdistan du Sud était une ligne rouge à ne pas franchir, et ceux qui la franchissaient et établissaient des relations avec l'administration fédérale étaient vus comme des traîtres. Cependant, l'État turc a compris avec la bataille de Zap qu'il n'obtiendrait aucun résultat sans le soutien des forces du Kurdistan du Sud. C'est pour cette raison que même les généraux les plus récalcitrants à l'idée de développer des relations avec l'administration du Kurdistan du Sud ont dû changer leur politique.

Comme on le sait, la plus grande erreur des Kurdes dans le passé a été une série de conflits internes pour des raisons qu'on peut appeler «faiblesses» ou «fautes». L'État turc a toujours provoqué ces conflits. En effet, l'État turc s'est lancé dans ce projet en mai 1997 avec comme objectif d'approfondir les conflits au sein des Kurdes. C'est pour cela qu'ils ont développé plusieurs projets en collaboration avec le KDP et sont restés en bons termes avec eux. Toutefois, quand notre leader Apo (Öcalan) a été remis à la Turquie suite à une conspiration internationale, et quand nous avons annoncé par la suite que nous arrêtons le mouvement armé, l'État turc a restreint et presque arrêté ses relations avec le KDP et le PUK. Il ne ressentait même pas le besoin d'avoir des contacts et des relations avec les forces politiques du Kurdistan du Sud. La Turquie ne reconnaît pas l'administration et les institutions officielles du Sud. [...]

Quel est l'objectif de l'État turc avec cette approche ?

Leur but est de générer une série de conflits internes similaires à ceux des années 90 car ils sont terrifiés par l'initiative développée par le PKK. De façon similaire, il y a une révolution au Rojava qui s'est développée pendant le conflit au Moyen-Orient. Les Kurdes auront des droits dans cette région et la possibilité de prendre place dans ce nouveau projet est incluse. C'est pour cela que l'État turc, mené par l'AKP, a pris de nouvelles décisions.

Pour commencer, ils ont formé une alliance avec le MHP sur la base d'une coalition anti-révolutionnaire. L'État turc a

atteint un nouveau niveau de concept anti-Kurdes en disant qu'un «grand Kurdistan sera fondé dans le Moyen-Orient, et un grand Kurdistan implique une petite Turquie». Ce nouveau concept se base sur le principe de ne jamais inclure le Kurdistan dans le paysage du Moyen-Orient après la guerre, et d'empêcher les Kurdes d'obtenir un statut. A cette fin, ils font tout ce qu'ils peuvent et se soulèvent contre la révolution du Rojava car leur stratégie est de ne pas permettre aux Kurdes d'avoir de statut où que ce soit.

« LA TURQUIE TRAITE LE STATUT DU KURDISTAN DU SUD DE FAÇON TACTIQUE »

La Turquie a déclaré à plusieurs reprises que les Kurdes avaient accidentellement gagné leur statut au Kurdistan du Sud suite à leurs propres erreurs. Cela a été admis par le président Erdogan lui-même qui a dit plusieurs fois que « nous avons fait l'erreur de ne pas nous impliquer dans l'opération en Irak, et le statut kurde a pu voir le jour hors de notre contrôle ». Et maintenant ils prétendent développer de bonnes relations avec cette structure qu'ils désignent comme étant une erreur. C'est une stratégie purement tactique, une approche s'inscrivant dans leur politique guerrière. Aucun politicien kurde ne devrait ignorer cette approche tactique car elle est d'une grande importance pour connaître les véritables intentions de l'autre côté.

Vous faites maintenant face à une armée affaiblie par la lutte pour le pouvoir. Tant que c'est le cas, est-ce que l'armée a la capacité de mener une opération totale comme l'opération Zap ? Que se passera-t-il s'ils le font ?

Voilà ce qu'on peut dire objectivement : l'armée turque n'a pas les mêmes capacités de se battre qu'il y a 9 ans. En ce moment, leurs forces terrestres sont épuisées et plus faibles. Mais par principe nous ne considérons pas les forces face à nous comme faibles. L'armée veut couvrir ses faiblesses, qui sont connues, par plus de technique. Ils ont en particulier l'opportunité de se servir des techniques les plus récentes. Mais ce qui déterminera le résultat de cette guerre sera la capacité et la volonté humaines. Bien plus encore avec la guerre de guérillas que nous utilisons, c'est un style de guerre qui décroche la victoire par l'ingéniosité humaine, les capacités à manœuvrer et la créativité. [...]

« NOUS SOMMES EN POSITION DE FORCE »

Bien sûr, en comparaison à il y a 9 ans, notre position est renforcée. Notre force s'est développée en termes de capacités de guerre, en morale, en foi, en termes d'intensité de l'expérience et particulièrement en termes de sacrifice. Donc, s'ils veulent essayer de refaire une opération Zap 9 ans plus tard, les données que nous avons en main montrent quel en sera le résultat.

« S'ILS NOUS ATTAQUENT, ILS AURONT CE QU'ILS MÉRITENT »

Bien sûr, on ne veut pas se prononcer avant l'heure, mais le peuple patriote du Kurdistan et tous ceux qui ont donné leur cœur à ce mouvement peuvent dormir sur leurs deux oreilles. La Guérilla de Libération Kurde, à ce moment important de l'histoire, a la puissance nécessaire pour répondre à toute attaque comme il se doit. Pour pouvoir faire preuve d'une aptitude élevée et assurer les performances nécessaires, la



guérilla dispose aussi d'une certaine préparation en son sein. Je ne dis pas ça dans un contexte où on se dirait «c'est sûr qu'ils viendront à Zap». De façon générale, cette armée qui ne pouvait pas vaincre la guérilla par le passé ne peut pas non plus la vaincre aujourd'hui. C'est là la simple vérité. Voilà ce que je voulais dire. Parce que dans les conditions actuelles, le mouvement des guérillas va grandissant et leur expérience s'accroît. À côté de ça, avec les tactiques qui se développent, on peut dire que le niveau technique s'est amélioré. En ce sens, la Guérilla de Libération Kurde ne peut pas être impactée par des opérations transfrontalières. Il est vrai qu'une telle action approfondirait et étendrait la guerre. Mais nos amis comme nos ennemis doivent savoir que la Guérilla de Libération Kurde, qui dispose d'autant d'expérience sur ces terres, répondra en conséquence. Nous devons aborder ce sujet modestement. Bien sûr, s'ils nous attaquent, ils auront ce qu'ils méritent. Là-dessus, tout le monde nous connaît et tout le monde connaît l'armée turque. S'ils veulent s'obstiner à répandre la guerre, ils le peuvent. Mais ils devront alors faire face aux conséquences.

Récemment, il y a eu une augmentation des attaques aériennes menées par l'armée turque. Quand il y a une attaque, les médias turcs parlent de douzaines de martyrs au sein des guérillas. Est-ce que ces affirmations sont correctes ?

Oui, l'armée turque a intensifié ses attaques aériennes dernièrement. Nous avons déjà parlé de cela. Nos pertes sont également annoncées. Aucune guerre sur Terre n'a obtenu de résultats uniquement avec des raids aériens. En prenant en compte les caractéristiques géographiques et les conditions naturelles du Kurdistan, on voit que les raids aériens ne peuvent pas du tout servir à obtenir de résultats définitifs. Mais les pertes subies sont dues à des erreurs évidentes. Parmi nos unités, celles ayant basé leurs actions et leur discipline sur les règles de la guérilla et n'ayant pas fait d'erreur n'ont subi aucune perte lors de raids aériens jusqu'à aujourd'hui [...]

Les attaques ne frappent pas seulement les Zones de Défense de Medya [NdT : QG des guérillas du PKK dans les Monts Quandil au Kurdistan en Irak]. Il y a des opérations menées contre la guérilla du Kurdistan du Nord également.

Sous couvert de ces opérations, les habitants de la région sont également attaqués. Après l'incident à Nusaybin, on apprend maintenant que des meurtres et des tortures de civils sont perpétrés ainsi qu'un couvre-feu déclaré à Amed. Qu'avez-vous à dire à propos de ces informations ?

On sait que la posture opérationnelle de l'État turc, qui prétend obtenir des résultats par l'invasion, la destruction et l'incendie et qui a été lancée pour la première fois à Xerabê Bava puis dans les villages de Talatê, n'est pas restreinte à la zone de Mardin. Comme on le sait, des pratiques similaires ont cours à Garzan et à Amed en ce moment également, et peut-être que ce sera le cas dans d'autres endroits aussi. L'État turc accomplit des atrocités avec comme base la logique de l'AKP et du MHP qui est d'intimider le peuple kurde. Où a-t-on vu un État, au 21ème siècle, envahir des villages entiers, y brûler des maisons, torturer ses habitants sur les places des villages et laisser mourir les animaux de soif et de faim ? C'est exactement ce que l'État turc est en train de faire à Xerabê Bava. Et ils répandent ces pratiques dans d'autres régions également. Nous avons vu cela, ils ont martyrisé un jeune homme qui s'appelait Mahfuz à Amed. Je présente mes condoléances au Kurdes et aux familles des nôtres qui ont perdu leurs vies dans cette opération fasciste atroce. [...]

Ces pratiques semblent s'intensifier à mesure qu'on s'approche du référendum.

« L'AKP UTILISE CES ATTAQUES POUR OBTENIR DES RÉSULTATS AU RÉFÉRENDUM »

L'AKP pense qu'ils obtiendront des résultats au référendum en continuant comme ça. Ils veulent avoir des résultats par la tyrannie et en intimidant le peuple par la violence. Comme le peuple a voté à 92 % pour la constitution après le coup d'État du 12 septembre, Erdogan vise vraiment à faire cela désormais. Mais notre peuple patriote, les peuples de Turquie et les classes laborieuses turques ne s'inclineront pas devant ça. Personne n'abandonnera volontairement sa liberté à la dictature fasciste d'un seul homme. Il est intéressant de voir qu'il a lui-même dit : « l'État fait face à des temps difficiles, faites de moi l'unique décideur pour que les décisions puissent être prises rapidement ». [...]

Avez-vous quelque chose à dire à propos de ce qui doit être fait contre ces pratiques ?

« J'APPELLE LA JEUNESSE À REJOINDRE LES RANGS DE LA GUERRILLA »

Évidemment, nous avons pour devoir de lutter contre cela. Notre peuple doit soutenir et participer à cette lutte développée par notre mouvement. La jeunesse du Kurdistan, tout d'abord, doit jouer son rôle dans cette période exceptionnelle de l'histoire. Dans toutes les écoles, les usines et les rues, la jeunesse doit se révolter contre cette atrocité fasciste, ils doivent s'organiser et traiter leur organisation avec pour but de le transformer en un mouvement de masse, et ils devraient rejoindre les rangs de la guérilla. [...]

Source :

ANF – Traduction : Merhaba Hevalno



NOUVELLES VAGUES D'ATTAQUES CONTRE LES YÉZIDI.E.S : LE PDK ENVAHIT LE SHENGAL

Le matin du 2 mars marque un nouveau chapitre dans une longue histoire de batailles, massacres, persécutions et résistance dans la région de Shengal, terre ancestrale des Yézidis. Le dernier massacre dont cette population a été victime date de août 2014, lorsque les gangs de Daech ont envahi la région. Abandonnée par l'armée de la région kurde de Irak (GRK), la population Yézidi a subi un génocide et n'a pu s'échapper que grâce aux forces armées du PKK et ses alliées qui sont venues à leur secours. Après un long exode, une partie de la population avait décidée de retourner dans la région. Depuis, les combattants de Daech n'ont cessé d'atta-

quer les villages yézidis, ces derniers étant protégés par les forces armées YBŞ (Unités Populaires de Shengal) et YJŞ (Unités des Femmes de Shengal), formées par les forces YPG/YPJ. Dans le 10^{ème} numéro de ce mensuel, nous avons publié la traduction d'un article intitulé « Le Shengal deviendra-t-il une nouvelle base du PKK », qui retrace l'histoire récente de la région ainsi que des conflits politiques complexes entre le PDK (parti en pouvoir dans le GRK) et le PKK, ce dernier étant désormais bien enraciné dans la région. Cet article essaye de mettre de la lumière sur les événements récents qui ont vu les forces armées du PDK envahir le Shengal. Il a été rédigé à partir

de brèves publiées sur les sites Gazetesujin, Ekurd et ANF, ainsi que deux textes publiés sur ce dernier site et intitulés « Que s'est-il passé au village de Xanesor au Shengal ? » et « 10 questions-réponses sur la situation au Shengal ».

Xaneshor est une petite ville chevauchant la frontière entre le Shengal et le Rojava. C'est ici que, en 2014, les forces YPG/YPJ avaient réussi à briser le siège de Daech pour ensuite rejoindre le Mont Shengal et ouvrir un corridor humanitaire, permettant les populations civiles de fuir vers le Rojava. Il s'agit également de la principale route liant le Shengal et le Rojava et par

au Başur :

♦ **BOMBARDEMENTS QUANDIL :** L'aviation de l'armée turque continue ses bombardements sur les montagnes de Quandil, où sont situées les Zones de Défense de Medya qui abritent plusieurs groupes de la guérilla kurde. Le 17 février, les avions ont lâché des bombes sur un cimetière des combattant.e.s. Des zones de Zap, Çemço et Kuniska ont toutes subi des bombardements ; le 21 février, un bombardement a causé la mort de 4 combattant.e.s du HPG. Deux jours plus tard, des habitant.e.s de la région ont organisé un rassemblement dans le village de Pirdeshal, à l'occasion duquel les co-maires et co-mairesse de la région de Quandil ont aussi tenu une conférence de presse pour condamner ces attaques : « Le peuple du Başur continuera à soutenir la lutte de libération menée dans le Quandil, ainsi que dans d'autres parties du Kurdistan. » Des sources locales attestent cependant que l'armée turque continue de renforcer sa présence dans la région de Duhok,

près des Zones de Défense de Medya, en envoyant des soldats et au moins huit véhicules blindés. [ANF]

♦ **SHENGAL :** Le PDK, parti au pouvoir au Gouvernement Régional du Kurdistan (en Irak), allié à l'AKP, parti au pouvoir en Turquie, a envoyé des troupes envahir le Shengal pour tenter de repousser les guérillas d'auto-défense de Shengal, formées par les guérillas du PKK. Vous pouvez lire à ce sujet l'article «Nouvelle vague d'attaques contre les Yézidi.e.s...» dans la section Başur.

au Rojhilat :

♦ **RÉSEAUX SOCIAUX :** Des kurdes d'Iran ont lancé une campagne sur les réseaux sociaux pour exiger que les Gardiens de la Révolution Islamique de Iran (IRGC) soient condamnés et ajoutés sur la liste mondiale des groupes terroristes. Sur sa page Twitter, Aso Saleh, représentant du PDKI (Parti Démocratique du Kurdistan

laquelle passent les ravitaillements humanitaires, médicaux, militaires et autres. La ville est actuellement sous contrôle des Unités de Résistance de Shengal, formées depuis 2014 par les forces YPG/YPJ. Avant cette nouvelle vague d'attaques, des milliers de familles yézidiées originaires de Xaneshor ayant fui les massacres de Daech et vivant désormais dans les camps à Duhok et Zakho s'apprétaient à y retourner.

Le 2 mars, environ 500 personnes armées et se faisant appeler des «Peshmergas de Rojava» ont essayé d'y pénétrer. Voici un extrait du communiqué publié par les forces de résistance de Shengal dans la foulée des premiers affrontements : « Ces groupes sont arrivés à Xaneshor vers 13h30. Nos forces ont discuté avec eux pour essayer de comprendre ce qu'ils venaient faire. De ces discussions, nous avons compris qu'ils voulaient occuper le Shengal et prendre le contrôle des zones tenues par nos combattant.e.s [...] Ayant appris la présence de ces gangs, la population s'y est opposée [...] tandis que nos forces armées ont mis en place des mesures de sécurité pour empêcher l'avancée de ces groupes. [...] Le 3 mars au matin, malgré tous nos efforts, ces groupes ont mené des attaques simultanées avec une trentaine de jeeps, des véhicules blindés et toutes sortes d'armement [...] ».

L'article «10 questions-réponses sur la situation au Shengal» répond à la question « Qui sont les "Peshmergas de Rojava" ? » : « Il s'agit des forces affiliées au PDK et qui, malgré le fait que Xaneshor soit très près de leur emplacement, ne se sont pas déployées lors de l'invasion de la région par Daech (en 2014). Leur but est de fermer la frontière avec le Rojava [...] Ils déclarent ouvertement que leur but n'est pas de protéger le Shengal de Daech, ce qui revient à assiéger le Shengal et le laisser, encore une fois, seul face à Daech

[...] Certains [des "Peshmergas de Rojava"] avaient déjà fui le Rojava pour rejoindre des groupes au sein de l'Armée Syrienne Libre, d'autres avaient déjà participé aux attaques contre Serêkaniyê [NdT : ville de Rojava, sur la frontière turque, dans le canton de Jéziré]. Certains sont des membres des services secrets turcs MIT, appelés forces Zumar, et qui ont des camps d'entraînement dans le village de Ayn al-Firas, près de Mossoul. [...] Ceux qui attaquent le Shengal cherchent donc à réaliser les plans de l'AKP, dont le but est la fermeture de la frontière entre le Shengal et le Rojava. De plus, ils cherchent à fermer d'avance la porte qui s'ouvrira entre cette région et le Rojava après la libération de Mossoul. »

La commandante des forces YJŞ Viyan Hebab s'est exprimée à ce propos : « En tant que forces YBŞ/YJŞ, nous savons très bien quel est le but et qui sont derrière cette attaque. Le PDK cherche à vaincre les YBŞ/YJŞ pour les sortir du Shengal. Mais le PDK ne réalisera pas cette mission. Nous ne les laisserons pas nous attaquer, et nous ne permettrons pas un massacre de plus contre notre peuple. » Une manifestation de femmes s'est rendue directement sur les lignes tenues par les forces PDK, déclarant : « Nous n'avons besoin d'aucune force extérieure, les YBŞ/YJŞ nous protègent déjà. Vous qui nous avez abandonnées lors des attaques de Daech, qu'est-ce que vous avez à faire ici maintenant ? Nous ne voulons pas la protection du PDK. Nous ne voulons aucune force militaire ici autre que les YBŞ/YJŞ et les HPG/YJA-Star. »

Dès cette première agression, les Unités de Résistances de Shengal ainsi que les civil.e.s vivant sur le Mont Shengal ont pris leurs armes et se sont défendu.e.s. Les civil.e.s ont bloqué des routes menant vers l'hôpi-

tal pour empêcher les peshmergas du PDK de s'y faire soigner. Selon certains rapports, environ 30 membres de ces "Peshmergas de Rojava" risquent l'exécution après avoir refusé de participer aux batailles. D'autres rapports parlent d'environ 80 peshmergas qui auraient refusé d'y participer et qui ont été remis au MIT. Selon l'ANE, dès le soir du 3 mars, soit 24 heures après le début des agressions, des douzaines de peshmergas se seraient rendus aux forces YBŞ/YJŞ, disant : « Nous ne voulions pas participer aux jeux et à la guerre fratricide du PDK ».

Le lendemain à Erbil [capitale du GRK, Hewler en kurde] des milliers d'habitant.e.s sont descendu.e.s dans les rues pour protester contre ces agressions de la part du gouvernement. La manifestation a été attaquée par les forces de sécurité ; 10 personnes ont été arrêtées. Pendant ce temps là au Shengal, mis à part quelques pauses assez brèves, les affrontements ont continué. Dans un article publié sur le site ekurd.net, le commandant des forces PDK Sharvan Diroki a déclaré que les États-Unis avait donné le feu vert au gouvernement de Mahmoud Barzani [président du GRK] pour son invasion de Shengal, et que ce dernier comptait envoyer 10.000 peshmergas de plus dans les jours ou semaines à venir.

Le 7 mars, un convoi de plusieurs centaines de Yézidi.e.s vivant dans le camp Newroz à Hasaké (Rojava) est parti à l'aube vers la frontière entre le Rojava et le Shengal, dans le but de protester contre les attaques du PDK et de rejoindre et soutenir la résistance sur place. Des dizaines de véhicules portaient des banderoles sur lesquelles été écrit : « Nous condamnons les attaques AKP/PDK contre le Shengal » et « Soutenons la résistance YBŞ/YJŞ ». Arrivé au poste frontalier de Rabia (en Irak, sur

Iranien) a publié : « Il est grand temps que la communauté internationale reconnaisse l'IRGC en tant qu'organisation terroriste [...] De l'État islamique à l'IRGC, c'est la responsabilité de tout.e.s les habitant.e.s de la région de mettre une fin à toutes sortes de terrorisme. » [Ekurd.net]

♦ **ATTAQUES CONTRE MUSICIENNES** : Les attaques et menaces continuent contre Dayrak Xatun, groupe de musique traditionnelle kurde qui avait subi une interdiction de jouer au Festival International de Musique Tribale à Kermansha (cf. MH 12) à cause de la présence des femmes dans le groupe. Celles-ci ont reçu une convocation au tribunal pour un concert qu'elles avaient fait le 29 janvier lors d'une conférence sur l'histoire archéologique de l'Iran. [Rojhelat.info]

♦ **ARRESTATION** : Farzaneh Jalali, militante kurde pour les droits des femmes et les droits des enfants, responsable du journal étudiant de l'université de Téhéran, a été arrêtée par les forces sécuri-

taires de l'État iranien. En 2011, elle s'était vue interdite de continuer ses études supérieures à cause de ses activités politiques. Au moment de la rédaction, les autorités iraniennes n'avaient toujours pas divulgué d'informations sur les raisons de son arrestation ni le lieu où elle est enfermée. [Rojhelat.info]

♦ **RONAK** : L'association Ronak (association des femmes du Rojhelat en Suède) a tenu son premier congrès à Stockholm. Nouvellement créée, l'association entend promouvoir les droits des femmes au Rojhelat. [Rojhelat.info]

♦ **RÉALISATEUR EN PRISON** : Keywan Karimi, réalisateur iranien d'origine kurde en prison depuis 2013 pour « propagande contre le régime » à cause de son documentaire *Writing on the City*, a été battu dans la prison d'Evin par des détenus de droit commun. D'autres prisonniers politiques ont menacé d'entamer une grève de la faim si aucune mesure n'était prise pour mettre fin à ce type d'actes de violence. [Rojhelat.info]

la frontière syrienne), le convoi a été arrêté par les forces armées du PDK qui l'ont empêché de continuer son chemin et ont obligé les participant.e.s à descendre des voitures. Lorsque les tensions montaient entre les Yézidi.e.s et les soldats du GRK, ces derniers ont ouvert le feu. Pour l'instant, aucun rapport de blessure ni de mort n'a été publié sur les sites d'informations.

Le lendemain, les forces sécuritaires du GRK ont essayé de mettre la pression sur les Yézidi.e.s vivant dans les camps au Başur pour qu'il.le.s rejoignent une manifestation contre la résistance au Shengal. Face au refus général des habitant.e.s des camps, des écoles ont été fermées et des étudiant.e.s ont été forcé.e.s à rejoindre la manifestation.

Aujourd'hui, tout comme pendant le génocide perpétré par Daech en 2014, des habitant.e.s des zones de conflit se sont réfugié.e.s sur le Mont Shengal. Dans un entretien publié sur ANF news, un habitant de Xaneshor réfugié désormais sur le Mont Shengal a déclaré : « Le 3 août 2014, les peshmergas ne nous ont pas laissé.e.s quitter nos villages lorsque ceux-ci étaient assiégés par Daech. Ils nous ont abandonné.e.s entre les mains de ces gangs. Après, les forces sécuritaires du PDK ont commencé à créer des problèmes parce que les jeunes de chez nous avait participé à la résistance de Shengal. Ils ne nous ont jamais donné l'opportunité de vivre chez nous paisiblement [...] La seule différence entre les gangs de Daech et ces nouveaux groupes sont leurs uniformes. »

Le 11 mars, 28 familles originaires de Bakur ayant fui les massacres de l'armée turque des années 1990 et vivant désormais au Başur ont été ordonnées par les forces sécuritaires PDK de quitter leurs maisons et de se rendre à l'État turc. Ces familles ont toutes refusé d'obtempérer, nous ignorons pour le moment la situation de ces familles.

Ce même jour, le PDK a envoyé une centaine de véhicules blindés au camp de réfugié.e.s yézidi.e.s situé à l'extérieur de la ville de Makmour, dans le district de Erbil. Une semaine auparavant, des soldats avaient déjà été déployés sur le mont Qereçux, à proximité du camp. Des *check-points* ont également été mis en place sur la route entre Makmour et Dubiz. Selon un article publié sur ANF, le PDK serait en train de préparer une attaque contre les forces du PKK présentes dans le camp, et ces *check-points* auraient été mis en place pour empêcher tout accès et ravitaillement de l'extérieur.

Depuis le début de ces attaques contre les populations et forces armées du Shengal, un nombre important de communiqués, appels et condamnations ont été publiés, notamment sur le site d'informations ANF (en anglais, arabe, turc, kurde et farsi.) Étant trop nombreux, nous n'avons pas l'intention de les citer tous, ni l'espace pour le faire. Afin d'apprécier l'ampleur et la signification de cette nouvelle attaque contre Shengal, nous vous invitons à les lire.

Voici la liste de revendications publiée dans un communiqué de la Coordination Yézidie pour une Société Démocratique, organisation internationale basée au Shengal, Bakur, Rojava, Europe, Russie et Arménie :

« 1) Pour empêcher l'intensification des tensions, les groupes déployés et qui sont en train de créer des problèmes à Xanashor devraient être retirés immédiatement. La situation sur place est une bombe à retardement et nous ne voulons pas être responsables d'autres incidents qui pourraient y avoir lieu.

2) Les armes qui ont été fournies au PDK par les forces de la coalition dans le cadre de la guerre contre Daech devraient être le sujet d'une enquête et ces armes ne devraient pas être utilisées contre notre peuple.

3) Les puissances internationales devraient intervenir pour calmer les tensions dans cette région et une délégation indépendante devrait y être envoyée dans ce but.

4) Notre peuple est assiégé par les puissances dominantes à cause de sa culture et sa foi ; un cercle de défense international devrait être mis en place pour les protéger.

5) Étant donné que la menace contre le peuple Yézidi est le même pour d'autres peuples de la région de Nineveh, les peuples Assyriens, Syriaques, Kaki, Turkmène, Shabak et Arabe devraient aussi prendre des précautions pour protéger leur culture et leur foi.

6) Nous exigeons que le 73^{ème} massacre contre les Yézidi.e.s soit reconnu comme un génocide, et que le peuple Yézidi soit reconnu et protégé en tant que patrimoine historique de l'humanité.

7) En tant que Yézidi.e.s et étant donné l'histoire de notre peuple, nous appelons la communauté internationale à reconnaître notre volonté d'auto-gouvernance et d'auto-défense.

8) La société yézidie a été victime de nombreuses attaques et massacres, et ce danger est toujours la réalité. Étant donné notre besoin de forces d'auto-défense, nous demandons que les forces YBŞ et YJŞ soient reconnues et soutenues en tant qu'unités de défense du Shengal. »

Source

Merhaba Hevalno

Appel féministe à soutenir le non au référendum en Turquie

Un référendum qui renforce les attaques du patriarcat et de l'État-nation contre les femmes

Le 16 avril 2017 aura lieu en Turquie et au Kurdistan du Nord (Bakur) un référendum à l'initiative du président turc Erdogan. Ce référendum vise à changer la constitution pour passer d'un système parlementariste à un système présidentiel. Il s'agit d'un pas de plus vers la consolidation d'un régime dictatorial d'Erdogan et de son parti, l'AKP.

Ces dernières années, et particulièrement depuis la tentative de coup d'état du 15 juillet 2016, le gouvernement de l'AKP s'attaque à toutes les personnes qui s'opposent à son pouvoir. Une partie de ces attaques étatiques visent spécifiquement les femmes et renforcent la violence patriarcale. Cela passe par :

- Une promotion de la maternité doublée d'une remise en cause du droit à l'avortement et de la stigmatisation des femmes qui n'ont pas d'enfants.

- Des accords de l'État avec le patronat pour mettre en place des formes de travail salarié précaire et sous-payé à destination des femmes exclusivement, dans le domaine du travail domestique et de soin.

- Des déclarations publiques ouvertement sexistes qui ne sont qu'une expression parmi d'autres de la légitimation par le pouvoir d'état des représentations patriarcales les plus misogynes.

- Des licenciements massifs de toute personne suspectée d'être opposée au président et ce dans les secteurs où les femmes sont les plus nombreuses, comme dans l'enseignement primaire et secondaire.

- L'arrestation et la déshumanisation systématiques des femmes identifiées comme militantes : arrestations, tortures et menaces de viol, exposition des corps dénudés dans les réseaux sociaux après leur exécution.

- Des pressions et intimidations permanentes pour empêcher les manifestations du 8 mars

- Une mise sous tutelle des municipalités kurdes avec pour conséquence une remise en cause de la représentation politique des femmes élues et la fin des dispositifs de lutte contre les violences sexistes.

Un appel à soutenir la résistance des femmes en Turquie et à Bakur

En Turquie et à Bakur, les femmes s'organisent et résistent au quotidien face à ces attaques. Elles savent que le renforcement du pouvoir présidentiel ne peut que renforcer l'hétéropatriarcat, l'État-Nation et la guerre du système contre les femmes.

En tant que féministes nous appelons à soutenir l'initiative et les luttes menées par les femmes en Turquie et à Bakur contre le référendum : c'est par les solidarités que nous nous renforçons partout où nous sommes.

Être solidaires avec leur lutte, c'est dénoncer le silence complice de l'Union européenne et de la France face à la politique répressive et réactionnaire de l'État turc.

Vive la lutte des femmes ! Vive la solidarité internationale !

Pour envoyer vos signatures écrivez à : solidaritefemmeskobane@gmail.com



La Turquie coordonne des attaques génocidaires contre les Kurdes sur son territoire et à l'étranger : entretien avec l'universitaire Naif Bezwan

Un universitaire, démis de ses fonctions sous couvert d'accusations de « soutien à l'organisation terroriste du PYD » pour avoir critiqué l'intervention de la Turquie à Jarablus, affirme que le gouvernement turc s'est servi de lui pour créer un précédent, afin de pouvoir licencier encore plus d'universitaires. Naif Bezwan donnait des cours au Département des Relations Internationales de l'Université de Mardin Artuklu, jusqu'à la publication d'un entretien où il exprime son inquiétude quant au fait que l'opération Bouclier de l'Euphrate soit en grande partie dirigée contre les victoires kurdes en Syrie. « Londres est mon deuxième exil », confie-t-il, ajoutant qu'il avait déjà émigré en Allemagne en 1991. Naif Bezwan a répondu aux questions de Figen Güneş concernant le régime politique turc, l'état d'urgence, la question du Kurdistan et le référendum imminent.

Figen Güneş pour Kurdish Question : Qu'est-ce qui a changé dans le système gouvernemental turc depuis la tentative de coup d'État ?

Naif Bezwan : L'état actuel des choses peut être mieux compris si l'on fait référence aux Jeunes Turcs, le Comité ultra-nationaliste Union et Progrès (Ittihat Terakki), qui a accédé au pouvoir en 1908. Un gouvernement néo-Ittihat prend actuellement forme. L'objectif principal de cette coalition est d'éliminer toutes les expressions d'opposition démocratique et de fomenter des attaques génocidaires contre les partis et le peuple kurdes aux niveaux national et régional. Au cœur de cette confiscation du pouvoir et de cette théologie politique se trouvent le président Recep Tayyip Erdoğan, mais aussi toutes les forces occultes de la politique turque. Le militarisme, le nationalisme ethnique, l'intolérance religieuse et l'expansionnisme géopolitique se sont avérés être les principaux composants de ce projet résolument autoritaire.

Alors que les hommes et femmes politiques kurdes sont soumis.es à une énorme pression, un vote référendaire se profile à l'horizon. Que se passera-t-il si le « oui » l'emporte ?

Un vieux (nouveau) régime sera mis en place si le « oui » l'emporte au référendum. En réalité, on peut distinguer de frappantes similitudes entre les amendements proposés et la *Kanuni Esasi* (Loi fondamentale de 1876, promulguée par les sultans ottomans) en ce qui concerne les pouvoirs du sultan et ceux du président. Le régime prévu est une sorte de résumé de toutes les périodes dictatoriales de la fin de l'empire Ottoman et du début de l'ère républicaine : depuis l'époque des Jeunes Turcs, en passant par le gouvernement kémaliste de parti unique au milieu des années 1930, jusqu'aux longues périodes de gouvernement militaire. Il est impossible de légitimer ces changements proposés en termes de constitution démocratique ou de théorie démocratique.

La Turquie et ses habitant.e.s ont plus que jamais besoin d'une nouvelle constitution démocratique, mais le système projeté sera, au mieux, un régime anti-libéral dysfonctionnel, ou plus probablement une constitutionnalité mâtinée de dictature présidentielle. Le régime imposé n'a donc rien à voir avec un système présidentiel de type français ou américain, mais bien plus avec la réminiscence d'un système dirigé par un Führer. Ce dont nous parlons, c'est d'un système encore plus centralisé et unique dont le président constitue l'épicentre. Les

Kurdes sont considéré.e.s comme une grave menace pour un tel régime et doivent donc être supprimé.e.s et réduit.e.s au silence.

Si le « oui » l'emporte, quelle probabilité y aura-t-il de trouver une solution à la question kurde au sein des frontières turques ?

Historiquement, on peut observer un lien évident entre les politiques de suppression dirigées contre le peuple kurde et les périodes de gouvernement dictatorial du Kurdistan. Par exemple, les Kurdes ont souffert leurs plus grandes tragédies à l'époque du gouvernement de parti unique de Saddam en Irak et lorsque le gouvernement kémaliste, lui aussi unipartidaire, était au pouvoir dans les années 1930. Il serait complètement stupide et manipulateur de suggérer que des améliorations quant à la résolution pacifique de la question kurde vont avoir lieu si Erdoğan est doté de plus de pouvoirs. Toutes les formes d'auto-gouvernement, depuis l'autonomie jusqu'au fédéralisme, ne sont possibles que dans un cadre démocratique. Si les amendements à la constitution sont approuvés par le référendum, la perspective de trouver une solution démocratique à la question kurde sera renvoyée aux calendes grecques.

Le système politique turc crée lui-même l'État profond

La République turque, depuis son instauration, a tendance à créer des structures parallèles au sein d'un système unitaire. Les structures formelles et informelles sont les deux faces de la même pièce. Ce qui, de nos jours, est désigné comme « la structure parallèle de l'État » par le président n'est rien d'autre qu'un caractère inhérent de l'État turc lui-même. Des systèmes politiques fortement centralisés ont tendance à générer des structures d'état profond car les vérifications et les équilibres sont inexistantes, à la différence du pouvoir démocratique et de ses arrangements.

Le gouvernement AKP semble donc d'un côté disposé à liquider « l'État parallèle » du mouvement Fethullah Gülen, mais de l'autre il façonne un nouvel État parallèle, composé d'éléments de l'ancien état profond, également connu sous le nom d'*Ergenekon*. Ils sont maintenant alliés avec Erdoğan, dans l'objectif d'éliminer la démocratie et les acteurs politiques kurdes en Turquie et en Syrie – tandis que le gouvernement régional du Kurdistan en Irak n'est pas non plus en reste. Tant que ces forces seront au pouvoir, il est naïf de s'attendre à une solution politique et pacifique à la question kurde. Le système proposé soutiendra ces structures tout en maintenant un soubassement constitutionnel.

Pensez-vous que l'image des Kurdes ait changé après les crimes de guerre dans la région kurde du sud-est de la Turquie ?

Pour la première fois, grâce à la résistance de Kobanê, le mouvement kurde et les Kurdes de Turquie ont une chance non négligeable de se débarrasser de la désignation « terroristes ». En outre, en juin 2015, le mouvement kurde a obtenu ses meilleurs résultats aux élections. La résistance de Kobanê a provoqué un grand espoir parmi les Kurdes ainsi qu'au niveau international, de même que le dépassement du seuil des 10 % [NdT : qui permet d'envoyer des représentant.e.s au Parlement]. À la suite des élections de juin, il était clair que le gouvernement d'Erdoğan allait tout faire pour renverser la vapeur. Les Kurdes étaient confronté.e.s à une guerre imminente. Le problème, c'est que même si le mouvement kurde en était parfaitement conscient, il était incapable d'offrir une autre solution que la sale guerre imposée par le gouvernement turc. Répondre en creusant des tranchées n'était pas une initiative politique qui appartenait au mouvement. Les forces de sécurité de l'État ont détruit des villes et ont fait des milliers de victimes innocentes au Kurdistan, alors même que le gouvernement turc apposait une fois de plus le label « terroristes » aux acteurs kurdes.

Le problème des tranchées a provoqué une lutte à l'aveugle

La simple utilisation du terme « tranchée » a généré un effet de scission, en provoquant un cercle vicieux. Ce n'est pas ce qui convient le mieux à la promotion d'un débat constructif qui est pourtant désespérément nécessaire. La question n'est pas tellement celle des

tranchées, mais plutôt de comprendre pourquoi les acteurs politiques kurdes n'étaient pas en position d'empêcher l'implacable imposition de la guerre en prenant des initiatives à la hauteur de leurs succès historiques. Cette question mérite un débat public. Mais nous devons le faire à notre manière et explorer cette question sensible en allant au-delà de la dichotomie stérile des « traîtres.ses » et des « héroïne.s ».

Les Kurdes se détournent de leur propre mouvement

Dans les années 1990, les ralliements au mouvement étaient nombreux dans le sud-est de la Turquie. Est-ce que vous avez l'impression d'un certain désespoir ? Pourquoi, dans des endroits comme Cizre où des gens ont été brûlé.e.s vivant.e.s, ne voit-on pas de manifestations de masse ?

La société kurde ne soutient absolument pas la brutale campagne de l'État qui a détruit des milliers de vies et déplacé des dizaines de milliers de personnes. Même les liens communs tissés entre les Turcs et les Kurdes autour de l'Islam, tellement mis en avant, menacent de perdre leur pertinence à cause de la sale guerre de destruction menée contre les Kurdes. L'ironie, c'est que ce que les kémalistes ne sont pas parvenus à détruire en 80 ans a été saccagé par un gouvernement islamique en quelques années.

Cela ne veut cependant pas dire que cette même société kurde était favorable à la lutte urbaine dans laquelle le mouvement kurde était impliqué, ou peut-être plus précisément, forcé de s'impliquer. En vivant au Kurdistan à cette période, il était possible de se rendre compte que sur ce point précis, de nombreuses personnes se détournaient des politiques kurdes générales. Quand un mouvement auquel on se sent fortement attaché agit sans tenir compte de la situation des personnes qui le soutiennent, la conséquence logique est la dépolitisation et la démoralisation.

Les tranchées ou la lutte urbaine étaient considérées comme déraisonnables par de vastes pans de la société kurde. C'est sans doute la raison principale qui a conduit certaines personnes à se détourner du mouvement kurde : parce que ce dernier n'a pas du tout correctement expliqué au public kurde pourquoi les combats urbains ont commencé et ce qu'ils avaient à voir avec les droits et la libération des Kurdes.

Source

Kurdish Question
Traduction : Merhaba Hevalno

en Turquie :

◆ **RÉFÉRENDUM** : Un mois avant le référendum national sur le changement de la constitution turque, la situation est très tendue. Dans plusieurs villages kurdes, où la majorité écrasante de la population est opposée au changement de la constitution, des urnes électorales ont été déplacées vers d'autres endroits pour des « raisons de sécurité ». Les urnes ont été déplacées vers des villages plus hostiles au HDP et dans lesquels vivent les « gardiens de village » (mercenaires employés par l'État turc pour faire régner sa loi dans les villages du Bakur). [Sujin, ANF]

◆ **LUTTES DANS LES PRISONS** : Les prisonnier.e.s enfermés.e.s dans les prisons de l'État turc poursuivent leur lutte acharnée pour leur droit à la dignité et pour la solidarité avec les camarades à l'extérieur. Le 25 février, les prisonnier.e.s du PJAK (Parti pour la Libération des Femmes Kurdes) et du PKK de la prison de Sakran (région de Izmir) ont lancé une grève de la faim « irréversible et d'une durée indéterminée » pour protester contre les conditions de vie et les tortures perpétrées à l'intérieur de la prison. La branche locale de l'Initiative pour la Solidarité avec les Prisonnier.e.s a publié cette liste de revendications : fin de la répression dans la prison ; fin des perquisitions massives des cellules ; le droit de communiquer entre les différentes sections de la prison ; fin de l'imposition des badges nominatifs ; le droit aux activités sociales ; fin de l'interdiction des livres ; fin du harcèlement par les matons lors des visites ; le droit aux soins pour les prisonnier.e.s malades. À Sincan (banlieue ouest d'Ankara), 7 prisonnières de la prison de femmes ont lancé une grève de la faim à durée indéterminée pour protester contre les exactions de l'armée turque à Xerabê Bava. Des grèves de la faim ont également été lancées dans les prisons de Erdin et de Van. Un représentant des prisonnier.e.s du PKK et

du PJAK a déclaré que ces dernier.e.s allaient tenir une grève collective de la faim dans plusieurs prisons entre le 15 mars et le 15 avril. Voici un extrait de leur communiqué : « *Tous les jours, nos ami.e.s qui se font transférer d'une prison à l'autre subissent des fouilles à nu et de la torture. Nos affaires sont saisies lors des perquisitions de nos cellules et les lettres que nous écrivons en kurde ne sont pas envoyées, étiquetées "langue inconnue" [...]. En tant que prisonnier.e.s du PKK et PJAK, nous affirmons que nous allons continuer de rejeter ce système fasciste et raciste et que nous allons continuer de résister. Nous appelons tous les groupes sociaux à renforcer la résistance sur tous les fronts et de voter "NON" lors du référendum imposé par l'alliance AKP-MHP.* » [ANF, Sujin]

◆ **FÉMINICIDE** : Voici un extrait d'un article sur le féminicide en Turquie, publié par l'agence de presse féminine Gazetesujin : « *Les politiques de guerre du gouvernement AKP rendent encore plus graves les violences faites aux femmes, les assauts et abus sexuels [...]. Alors que de nombreuses femmes ont perdu la vie à cause des discours étatiques légitimant la violence, les discours des autorités étatiques affectent les femmes dans les rues, à la maison, sur leurs lieux de travail. Elles subissent partout du harcèlement, des abus sexuels et de la violence. Plus de 6.000 femmes ont été tuées pendant les 14 ans du règne de l'AKP en Turquie. En février 2017, les hommes ont tué 30 femmes. Une femme a réagi contre la violence qu'on lui a infligée, protégeant ainsi sa vie.* » [Sujin]

◆ **PROCÈS ZEHRA DOĞAN** : Après avoir subi 141 jours d'enfermement en attendant son procès, la journaliste et artiste Zehra Dogan est enfin passée devant le tribunal de Mardin le 2 mars. Elle a été condamnée à 2 ans, 9 mois et 22 jours de prison ferme pour « *propagande pour une organisation terroriste* », dû aux témoignages des enfants kurdes vivant dans les zones

sous couvre-feux qu'elle avait relayés dans les médias et sur les réseaux sociaux. [kedistan]

◆ **CHANTEUR ARRÊTÉ** : Le 6 mars, le chanteur kurde Aram Serhad a été arrêté à cause d'une affiche d'Abdullah Öcalan ainsi que de banderoles qui avaient été sorties lors d'un concert 2 ans auparavant et sur lesquelles était marqué « *L'humanité massacrée au Rojava* » et « *Une éducation en langue maternelle est un droit* ». Après avoir passé 4 jours en garde-à-vue, il a comparu devant le tribunal, où le juge a décrété la prolongation de son enfermement. [ANF]

dans le monde :

◆ **RÉFUGIÉES POLITIQUES MENACÉS D'EXPULSION** : İlgin Güler, résident régulier en France, a reçu un avis d'expulsion favorable de la commission d'expulsion de Seine-et-Marne. Adem Yıldız, régulièrement inquiété en Turquie avant d'obtenir le statut de réfugié politique en France en 2010, est lui aussi menacé d'expulsion. Mehmet Doğan, également réfugié politique, qui a passé 22 ans en prison en Turquie et a participé à une révolte où 28 détenus ont trouvé la mort suite à la répression de l'État turc, est lui aussi menacé d'expulsion par l'État français. Les prétextes utilisés sont la participation à des actions militantes comme la tenue d'un stand à la fête de l'Humanité ou la distribution d'un journal de gauche, mais surtout leur engagement auprès du Front Populaire de Turquie, une organisation de la sphère démocratique mais que la France amalgame au DHKP-C, organisation considérée comme terroriste par de nombreux pays. [La Chapelle en Lutte]

◆ **ARRESTATIONS EN ALLEMAGNE** : Un militant kurde a été arrêté lors d'une perquisition à son domicile à Francfort, Allemagne, le 18 février. Les autorités allemandes ne se sont toujours pas exprimées sur les motifs de cette arrestation. [ANF]